2,50 F

# Combat SOCIALISTE

N° 6 MERCREDI 4 MARS 1981

Un entretien avec
le premier secrétaire du PS

## LIONEL JOSPIN: RASSEMBLER POUR GAGNER

(PAGE 3)

Exclusif

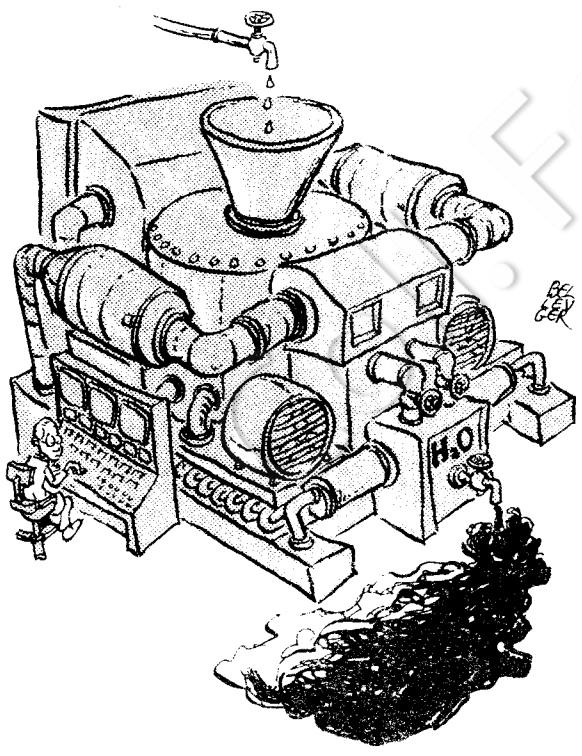
## Lettre de Garaudy à un militant communiste

(PAGE 4)

## LA PRERETRAITE «VICTIME» DE SON SUCCES

*Les syndicats demanderont au CNPF, le 5 mars, la reconduction de l'accord de 1977. Aujourd'hui, un salarié du privé sur deux quitte son emploi à soixante ans.*

(PAGE 5)



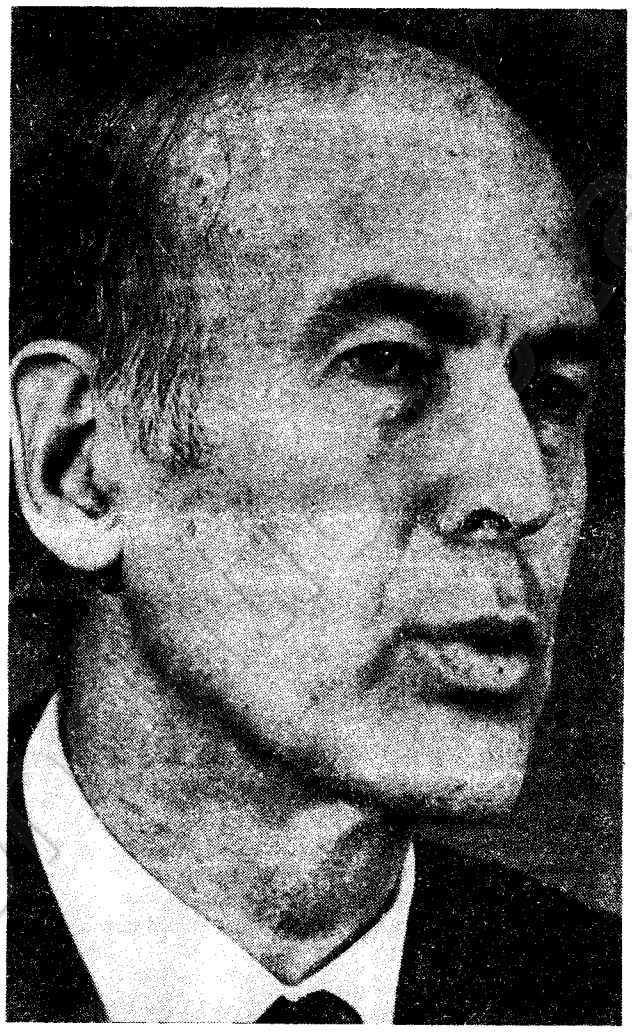

L'INC contre Seb

## DES MICROBES DANS LA TUBULURE?

(PAGE 11)

Le président sortant a mobilisé la TV pour lancer sa campagne

# GISCARD A DESIGNE SON SEUL ADVERSAIRE: FRANCOIS MITTERRAND





## Déjà face à face

PREMIERES paroles, premiers mensonges : le ton et l'argumentation de Valéry Giscard d'Estaing n'auront pas surpris davantage que l'annonce de sa candidature. Dans l'impossibilité de justifier son bilan, il a choisi l'attaque, utilisant toute l'artillerie lourde des contre-vérités et visant bas, comme à son habitude.

Cet homme est décidément d'une seule pièce : tout en mépris. Mépris pour le citoyen, tout d'abord. Il leur annonce, comme une grâce, qu'il va leur rendre le pouvoir à lui confié en 1974. Comme si ce n'étaient pas les obligations constitutionnelles mais son simple bon vouloir qui allait nous donner, enfin, l'occasion de mettre fin à ses méfaits.

Et de reprendre les vieilles antinnes mensongères. Ainsi, la gauche serait acharnée dans la lutte contre la Ve République. Mais quand et où la gauche a-t-elle, de quelque façon que ce soit, porté atteinte aux institutions ? Elle a dénoncé l'usage personnel et monarchique qu'en faisait le président sortant, la colonisation de l'information, les atteintes aux libertés, les tentatives de mise au pas de la justice. La gauche s'est acharnée, en effet, mais à défendre la démocratie, et c'est cela qui était insupportable à Giscard.

Ainsi, la victoire de la gauche conduirait à l'étatisme et à la bureaucratie ? Cela est à l'opposé même du projet socialiste, dont toute la démarche consiste à rendre le pouvoir aux citoyens et aux travailleurs. L'étatisme ? Mais il faut remonter à Pétain pour retrouver une contrainte étatique aussi envahissante et contraignante que celle d'aujourd'hui !

Ainsi, la prétention giscardienne à se situer en dehors des partis. Comme si le président sortant n'était pas le chef d'un parti : le PR, qu'il a créé, le chef d'un conglomérat : l'UDF, et, plus que cela, l'exécutant du seul parti qui compte pour lui et les siens : le parti de l'argent.

Mépris des citoyens, mépris des travailleurs, des exploités, des pauvres. Une victoire de la gauche conduirait, selon Giscard, *« vers la décadence politique et économique »*. Nous frôlerons, au moment de l'élection, les deux millions de chômeurs, la hausse des prix comme le déficit de la balance commerciale battent tous les records, les jeunes sont coincés dans la nasse du désespoir, et Giscard veut nous faire croire que la décadence est à venir ! Peut-on imaginer que nous tomberons plus bas ?

Le président sortant ne s'y trompe pas : il a réservé toutes ses flèches contre François Mitterrand, qui est, seul, en mesure de le battre. La droite méprisante et égoïste a peur parce qu'elle sait que la victoire du candidat socialiste est possible. C'est à nous d'en créer les conditions aux côtés de François Mitterrand.

**Claude GAULT**

# La divine surprise

Par PIEM

Alors il y eut un soir, il y eut un matin, et Giscard annonça son destin.

Peuple de France, citoyens du monde, depuis des mois nous vivions sous l'attente au bord de l'angoisse, affluent du désespoir. Madame n'avait-elle pas confié à quelque gazette espagnole que son tendre époux des cantiques ne briguerait sans doute pas un nouveau septennat, n'hésitant pas ainsi à provoquer un soulèvement militaire dans cette jeune démocratie encore fragile.

Dieu soit loué ! il n'en est rien, Madame en avait menti : Valéry brigue, et c'est bien ainsi, car il est le brigueur le plus doué de sa génération.

Arthur Conte, dont il téta le sein, nous dit qu'il briguait déjà à l'âge de six mois et qu'il ne cessa depuis.

Rien n'interdit donc de penser qu'il briguera encore en 88 et ainsi jusque dans la nuit des temps, qu'il éclairera de sa lumineuse clairvoyance.

Madame ! faites-vous une raison, séchez vos beaux yeux Cardin. Votre époux est à la France ce que, disait Pierre Dac, la ceinture de flanelle est au pigeon voyageur.

Vous voilà donc une fois encore sacrifiée sur l'autel de la Patrie. Vous êtes pour nous : Marie au pied de la croix, Cendrillon sans citrouille, Jehanne sans ses voix, la prison de Fleury-Mérogis sans hélicoptère, le Lys sans la vallée.

Mais, Madame, que vois-je ? Une larme de simple perle sous votre paupière d'hermine ; le dévouement à la cause est-il charge trop lourde ?

Sur notre honneur, Madame, nous allons tout faire pour vous en libérer et vous rendre Monsieur, afin qu'il ne briguassatte plus que pour vous.

## « Je suis fière de vous... »

D'abord bravo du tour de force. *Combat socialiste* est un vrai bon journal. On le défendra ici ou là ; les militants proposent, critiquent, c'est bien. On parle d'être plus « agressif », plus « PS » etc.

Personnellement, (franco-britannique je m'occupe des deux côtés de la Manche... de politique socialiste presque à temps plein depuis des années). Je consomme un *Times,* un *Guardian,* un *Monde* et un *Matin,* sans parler du reste de temps en temps, tous les jours depuis des années et je vois que vous avez fait un journal dont je suis très fière. Nos amis socialiste outre-Manche en ont déjà reçu des exemplaires ! (A titre privé).

Gardez-nous ce merveilleux « filtre » que je lis avant les autres journaux.

J'espère que *Combat socialiste* tout en étant un lieu privilégié du PS de ses vues, débats etc. restera ouvert sur l'extérieur et ne deviendra pas un « organe du PS », mais bien mieux, une source d'information en qui nous pouvons avoir confiance et puiser pour alimenter nos réflexions et notre présence de militants.

Courage et merci !
**Catherine JOHNSTONE**
**Paris 7e**

**P.S.** Ne nous privez jamais de notre politique étrangère quotidienne... l'Internationale socialiste me tient à cœur dans l'esprit, sinon la lettre, et j'ai eu grand plaisir à constater que vous évitez si bien — même en ces temps où l'actualité française compte tant pour nous tous — le piège du « franco-nombrilisme ». Je suis sûre que vous ne publierez pas les députés travaillistes dissidents ; il se passe des choses de ce côté qui, je crois, nous concernent aussi.

# Oh hisse!

par Robert LAMOUREUX

LES tenants de la majorité, à quelque formation qu'ils appartiennent, sont au moins d'accord sur un point : les socialistes au pouvoir, c'est l'aventure !

Eh bien, oui ! C'est l'Aventure ! L'Aventure A majuscule ! L'Aventure de l'Homme luttant pour conquérir plus de liberté et de justice ! Une Aventure qu'il vit depuis des siècles et des siècles, quotidiennement, douloureusement parfois, glorieusement toujours ! L'Aventure d'une lente, difficile ascension !

Pour le piètre alpiniste que je suis, certaines étapes paraissent largement suffisantes ! Plus haut, c'est trop haut ! Restons-en là ! Mais quoi ? Si près du but, redescendre ? Retourner vers l'ombre quand la lumière n'est plus distante que de quelques efforts ? En avant ! Et d'escalade en escalade, dérapages compris, atteignons le sommet !

Aujourd'hui nous en sommes là ! Il nous faut choisir entre le retour vers l'ombre ou la montée vers la lumière !

Oh hisse !

• **La production industrielle de la Grande-Bretagne** a baissé de 10,5 % en 1980. Selon les statistiques officielles britanniques, il s'agit de la plus forte récession annuelle depuis les années trente. Sans l'accroissement de la production de pétrole de mer du Nord, cette baisse aurait été encore plus prononcée. La récession atteint 13,5 % pour l'industrie manufacturière, 15 % pour les produits chimiques, 21 % pour les textiles et habillement et 32 % pour la production de métal.

(Publicité)

**Les révolutions minuscules**

Aujourd'hui, il n'y a pas qu'indifférence et dérision. Les "causes", les "engagements" sont multiples, émiettés et personnels. Consommateurs, cibistes, autonomes, néo-entrepreneurs, écolos, sourds, homos, défenseurs des droits de l'homme... Des individus, des groupes s'impliquent. Mais pour quoi faire ? Une grande enquête d'Autrement. A lire d'urgence. Pour respirer ! "Les Révolutions Minuscules". N° 29. Février 81. 280 pages. 42 francs. En vente en librairie.

Autrement. 73, rue de Turbigo, 75003 Paris. Abt : 6 N$^{os}$ : 195 F/an.
Demandez le catalogue gratuit de toutes nos publications.

# Météo

## Pluies et vents

**Mardi :** humide avec des rafales de vent en région parisienne. Des orages ailleurs avec des éclaircies en fin de journée.

**Mercredi :** les pluies se feront plus rares et l'ouest du pays devrait connaître une nette amélioration. Encore du vent et baisse générale des températures sur l'ensemble de l'Hexagone.




# Mots croisés

**PROBLEME N° 8**

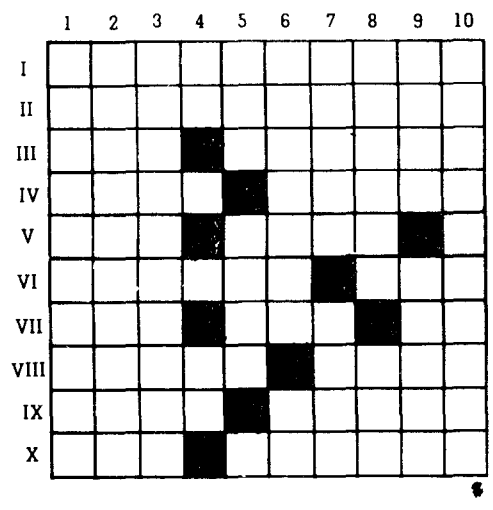
**Horizontalement.** — I. C'était écrit ! — II. Sans affectation. — III. Capitale pour Enée. Cœur. — IV. Parasites qui s'imposent dans les réveillons. Voilà qui est grave ! — V. Mesure à planches. On ne peut rien lui cacher (en théorie). — VI. Un droit du consommateur. Titre étranger. — VII. Faro pour Bergman. Est fatal à l'ivraie. Fleuve. — VIII. Sonne les cloches. Refus d'un dû. — IX. Balte. Sa voiture est celle de M. Tout le monde. — X. Possessif. Un collège les attribue régulièrement.

**Verticalement.** — 1. Des plaies et des bosses. — 2. Un nouveau venu. — 3. Retiennent la galerie. — 4. Appréciation. Pronom. — 5. Vieux leitmotiv. On y est très bien. — 6. Jeta un froid sur le veau (et autres viandes). Note. — 7. Rendus. Se donne par l'exemple. — 8. On ne saurait parler de leurs impressions dans les journaux. Energie mesurée. — 9. Prend son temps et celui des autres. On y trouvait les Chiotes. — 10. Sonnées.

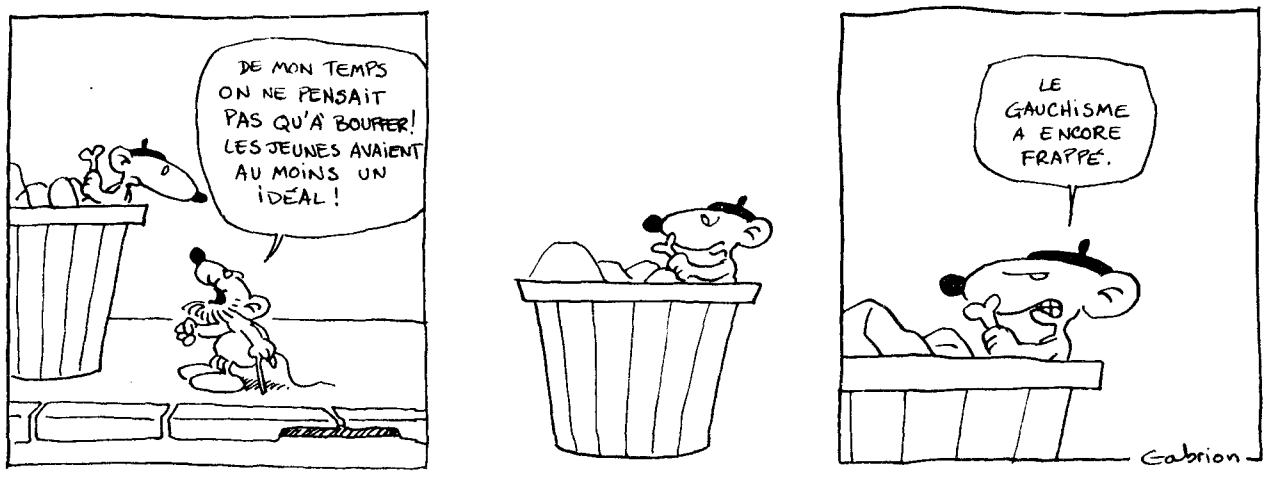
**SOLUTION DU N° 7**

**Horizontalement.** — I. Artichauts. — II. Mouchardée. — III. Eu. Oubli. — IV. Rien. Lange. — V. Ille. Enée. — VI. Clé. Sud. Sa. — VII. Auge. Reste. — VIII. Irisé. Saur. — IX. Née. Ou. Lee. — X. Essentiels.

**Verticalement.** — 1. Américaine. — 2. Rouillures. — 3. Tu. Elégies. — 4. Icône. Es. — 5. C.H.U. Eon. — 6. Hâbleur. Ui. — 7. Arlandes. — 8. Udine. Salé. — 9. Té. Gestuel. — 10. Sème. Aérés.




# Rat-le-bol




**Combat** SOCIALISTE

**Claude Germon**, directeur de la publication.

**Claude Gault**, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Gabrielle Rolin**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

**Jean-Claude Karsenty**, administrateur ; **Patrick du Cheyron**, ventes.
**Rédaction :** 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
**Publicité :** René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
**Impression :** P10, 1, boulevard Ney, 75018 Paris.
**Commission paritaire :** n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE MARQUE SYNDICALE

# Pour battre Giscard, les Français doivent se rassembler autour du PS

**— Giscard a annoncé lundi 2 mars, depuis l'Elysée, sa candidature à l'élection présidentielle. C'est l'«événement» du jour...**

— Non. Ce qui aurait été un événement, c'est qu'il ne soit pas candidat. Puisqu'il l'est, il nous reste à le battre. Notons déjà qu'il a été obligé de précipiter le mouvement. Il aurait voulu attendre davantage, laisser l'ensemble des candidats, petits et moyens, selon lui, s'affronter dans le champ clos, pendant que lui réglait... les affaires de la France. En père noble, il serait arrivé à la fin, souverainement, pour être promis à la victoire que tout le monde annonçait.

Les élections législatives partielles de novembre dernier — en balayant les trois candidats giscardiens, en doublant le score socialiste, en prouvant que le désistement à gauche était bon — sont venues remettre en cause ce scénario trop bien monté. Il est apparu que le régime était moins fort qu'il le disait ; et, soudain, cette vieille idée endormie, que la gauche pouvait l'emporter, s'est réveillée.

L'accumulation des échecs économiques et sociaux, la progression du chômage, la hausse des prix, le déficit du commerce extérieur ont provoqué dans le pays un sentiment d'inquiétude, de frustration.

Quoi qu'il en soit, il est aujourd'hui candidat. Et candidat de la droite la plus réactionnaire. Ce n'est pas un hasard s'il a choisi, pour « préparer le terrain », d'accorder un entretien à Louis Pauwels, directeur du *Figaro Magazine* et chantre de la « nouvelle droite ». Le masque libéral est tombé. Dans le ton qu'il a employé pour s'adresser aux Français, on aurait cherché en vain l'expression d'une passion ou d'une réelle conviction. Sous l'apparence docte et pédagogique se déroulait une récitation d'un texte préparé par des spécialistes de la manipulation de l'opinion. Les thèmes développés sont bien connus : *« Moi ou le chaos », « Moi ou la décadence ».*

## Un débat de politique intérieure

De Gaulle, déjà, avait agité la menace du chaos. Quand il fut battu (par les amis de Giscard notamment), y eut-il chaos ? Quant à la décadence, Giscard lui-même l'organise. Qu'il s'agisse du dépérissement des régions, du taux de chômage sans précédent, des inégalités sociales accumulées ou de l'alignement de la France au niveau international.

Le paysage politique est désormais clarifié. Mais je ne suis pas sûr que le monarque rencontre partout des promenades triomphales. Lui qui n'aime pas l'opposition — et encore moins les oppositions — ne sera pas déçu de nos réactions...

**— Et des oppositions, il va en rencontrer, à commencer par celles qui se déclarent dans son propre camp.**

— La question à l'ordre du jour ces dernières années, c'était la division de la gauche. C'est une situation que le Parti socialiste n'a pas souhaité et à laquelle les gens ne sont pas résignés : on l'a vu lors des dernières élections législatives partielles.

Mais c'est désormais la division de la droite qui constitue à l'évidence l'élément nouveau dans la vie politique française. En 1974, la candidature de Jacques Chaban-Delmas a été si rapidement éliminée — avec l'aide de Jacques Chirac et selon des méthodes dont Valéry Giscard d'Estaing n'a pas lieu d'être fier — que la droite s'est très vite réunifiée. Maintenant, le bilan du septennat les sépare. Cette fois-ci, celui qui a fait Giscard, a la tentation de le défaire en se présentant contre lui. Ce n'est d'ailleurs pas pour nous chagriner !

**— Non, mais l'attitude actuelle des dirigeants communistes est plus préoccupante.**

— Le Parti communiste français est un parti puissant qui appartient à la réalité politique et sociale de notre pays et qui correspond à une tradition vivace de l'histoire du mouvement ouvrier. J'ai rejoint le Parti socialiste pour mener une politique d'union avec le PCF. En tant que militant et responsable politique, je l'ai toujours traité avec respect et sans légèreté.

Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est justement que cette force si importante est rendue impuissante, comme immobilisée par la politique de division de sa direction. On entend fréquemment affirmer que la direction du PCF aurait toujours la capacité d'imposer ses vues et qu'elle pourrait sans risque — pour réaliser cet objectif — perdre des militants, pourvu qu'elle se débarrasse de ses opposants. Le peut-elle toujours ?

Une des grandes leçons des élections partielles déjà évoquées fut justement, contre l'attente de certains, l'importance du report des voix communistes sur les candidats socialistes.

De la même manière, le type de campagne dans lequel se sont engagés les dirigeants communistes sur le problème de l'immigration, sur la drogue, sur la police, loin de correspondre, selon moi, à un plan rationnel bien établi, prouve, au contraire, qu'ils hésitent et qu'ils cherchent à faire diversion au trouble profond qui existe au sein de leur électorat et de leur organisation.

## Un entretien avec Lionel JOSPIN premier secrétaire du Parti socialiste



**Lionel Jospin : *« Giscard est le candidat de la droite la plus réactionnaire. »*** (Photo Pascal Lebrun)

Le Parti communiste a connu de grandes crises dans le passé, mais elles portaient sur des questions de politique internationale, qu'il s'agisse du pacte germano-soviétique avant la guerre, ou des événements de Hongrie, ou de ceux de Tchécoslovaquie ensuite.

Le fait nouveau aujourd'hui, c'est que la contestation porte sur un débat de politique intérieure. Et je pense que la première raison des difficultés rencontrées par les dirigeants communistes réside dans la poursuite de leur politique anti-socialiste.

Cette démarche les conduit à laisser entendre qu'au fond on peut s'accommoder de Giscard, puisqu'ils refusent le moyen de le battre effectivement : c'est-à-dire ce régime qui conduit notre pays à une régression politique et sociale sans précédent.

**— La contestation grandit d'ailleurs au sein du PCF. La semaine dernière, soixante-dix personnalités se réclamant du communisme lançaient un appel à l'union au second tour.**

— Ce qui m'intéresse d'abord — et je veux être clair sur ce point — c'est la ligne de la majorité du Parti communiste. Ce que je souhaite, c'est que cette ligne change. Mais il est bien évident que je ne me désintéresse pas de ceux qui critiquent cette direction, quand les critiques qu'ils formulent sont justes. Et ce qui retient l'attention dans l'appel évoqué, c'est qu'il émane de militants qui appartiennent à toutes les générations qui ont fait le Parti communiste (et particulièrement, bien sûr, celle de la Résistance) et qui disent : nous voulons rester communistes, et c'est pour cette raison que nous critiquons la politique actuelle des dirigeants du PCF. D'autres sont d'accord avec eux mais ne le disent pas ouvertement parce qu'ils travaillent à l'intérieur de l'appareil. D'autres encore quittent le PCF pour nous rejoindre. Nous les accueillons bien volontiers.

**— Il est clair que le Parti socialiste a une responsabilité très lourde dans la bataille qui s'engage.**

— Le Parti socialiste doit constituer un pôle de rassemblement parce qu'il ne sert pas des intérêts différents de ceux de la majorité des Français et parce qu'il veut changer ce qu'ils ont besoin de voir changer.

Notre responsabilité est donc très importante, dans la mesure où chacun sait bien que c'est notre candidat, François Mitterrand, qui portera les espérances de la gauche au second tour. La campagne se met en place, et j'ai l'impression que le PS, utilisant bien son temps, s'engage pleinement et avec force dans le combat. Quant aux Français, que l'on disait indifférents, ils commencent à s'intéresser réellement à ce qui se prépare.

**Propos recueillis par Ghislaine TOUTAIN**

## Les cinq points clés du «président candidat»

### *« Je vous rendrai le pouvoir »*

... Je vous rendrai le pouvoir que vous m'avez confié en mai 1974... Je n'ai jamais pensé qu'il m'appartenait. J'ai toujours su qu'il était à vous qui me l'aviez confié pour la durée de mon mandat... Je vous le rendrai intact...

### *L'opposition*

... L'opposition demeure identique à elle-même, avec des dirigeants acharnés depuis 1958 dans leur lutte contre la Ve République. Opposition conduite, par la force des choses, soit à gouverner avec les communistes, soit à trahir leurs électeurs après avoir bénéficié de leurs voix, ce qui n'irait pas sans secousses graves... Aucun autre candidat n'a de chance de l'emporter contre l'opposition...

### *Un citoyen candidat*

... J'ai décidé de me présenter à l'élection présidentielle pour un septennat nouveau... Je ferai donc campagne. De quoi s'agit-il ? De choisir un président pour la France, qui la représente dans le monde, qui anime et oriente sa politique à l'intérieur. Ce président ne peut être l'homme d'un parti... Je ne cherche pas à recruter des partisans ; je veux réunir les Français... Je ne serai pas un président candidat mais un citoyen candidat...

### *Une délivrance*

... Cette campagne, je ne l'accueille pas comme une épreuve, mais comme une délivrance. Pendant sept ans, mon devoir d'Etat et la réserve nécessaire à ma fonction m'ont interdit de m'expliquer en toute liberté. Enfin, je vais pouvoir vous dire d'homme à homme tout ce que j'ai dans l'esprit et ce que j'ai sur le cœur...

### *La jeunesse*

... Je dirai quels problèmes nouveaux se posent à nous et notamment à notre jeunesse, pour son emploi et pour son avenir, et comment nous pouvons les résoudre. Ce sera l'engagement central de ma campagne...

## Les réactions à la candidature de Giscard

### Pierre Mauroy : le candidat des privilèges

Pierre Mauroy, porte-parole de François Mitterrand, a notamment déclaré après l'intervention de Giscard : *« Le président de la République redevient officiellement le candidat qu'il n'a jamais cessé d'être (...) depuis sept ans. Cette situation met à la disposition du candidat les formidables moyens d'influence de la présidence de la République. Elle ne servira sûrement pas la cause d'un débat démocratique équilibré (...). Le candidat Giscard d'Estaing doit d'abord, et avant tout, rendre compte de l'action du président Giscard d'Estaing : le président du chômage sera donc le candidat de la hausse des prix. Le président des inégalités sera le candidat des privilèges (...). Avec M. Giscard d'Estaing, demain, ce sera aujourd'hui en pire. »*

• **Jacques Chirac** estime qu'une réélection de Valéry Giscard d'Estaing, c'est « le risque sans le changement ». Il a notamment précisé qu'« un pouvoir sous lequel, en cinq ans, le chômage a doublé tandis que la hausse annuelle des prix passait de 9 à 14 % ne peut plus obtenir l'adhésion confiante des Français ».

**LISEZ-NOUS ECRIVEZ-NOUS**

«L'Homme Giscard», d'Arthur Conte

# Moi qui tutoie Louis XV...

*L'auteur, qui est à tu et à toi avec le président sortant, a été choisi pour écrire un nouveau chapitre de la Vie des saints.*

DES lors que l'on désire, au-delà des attitudes et des carapaces, titiller la fibre et sonder les cœurs, le portraitiste se doit d'ajouter quelques ombres au tableau. Aussi notre volubile historiographe n'égrène-t-il son catalogue des vertus qu'après avoir, dans un premier temps, évoqué les défauts du monarque.

Manque de psychologie et désir envahissant d'être aimé... Première concession de notre porte-plume, pour rendre, par la suite, l'éloge plus percutant. Des traits bien plébéiens, somme toute, et qui souffrent d'être partagés par tout un chacun.

C'est pourquoi le souci des distinctions hiérarchiques et le respect des prérogatives poussent Arthur Conte à dissocier, au cours du septennat, un Giscard I et un Giscard II, le second venant, pardi, amender les rares imperfections du premier. On croit rêver. Si péchés il y a, ils sont de jeunesse et se sont envolés comme par enchantement à mesure que se dessinait la maturité présidentielle.




### *Faire aimer le monarque*

Pour nous en convaincre, la plaquette fait largement étalage de discussions à bâtons rompus entre les deux hommes qui sont, semble-t-il, à tu et à toi. Et celui « *qui tutoie Louis XV* » de nous faire complaisamment état des confidences du premier des Français sur l'ordre du monde.

Tapi dans l'ombre ou le stylet à la main, il semble bien que notre scribe réponde présent chaque fois que se prennent les grandes décisions du règne. Kolwezi ? J'y étais ! Giscard téléphone-t-il à Carter que, derechef, il me donne l'écouteur pour que je jauge ce personnage falot et indécis.

L'indécision, pourtant, on la croyait l'apanage de l'hôte de l'Elysée. Rassurez-vous, braves électeurs, il n'en est rien. Quelle fière détermination, quelle vision d'ensemble des problèmes anime cet homme soucieux de prendre de la hauteur vis-à-vis des contingences. Ceux qui, mauvaises langues, iraient jusqu'à faire la fine bouche ne sont que ces malintentionnés qui pullulent dans les « *salons parisiens* ». Merci pour les presque deux millions de chômeurs qui apprécient, sur le terrain, le bien-fondé des analyses, en chambre, du président et de son confident.

Et le tout est à l'avenant puisque la raison d'être de ce pensum consiste uniquement à nous faire aimer le monarque.

D'aucuns le disent distant et suffisant. Qu'à cela ne tienne. « *Mais vous ne le connaissez !* » répond l'auteur. C'est un Auvergnat bon vivant, prompt à s'enflammer pour un match du Tournoi des cinq nations ou à descendre dans l'arène pour taper dans un ballon. « *Le copain de soirée le plus gai comme l'ami le plus sûr et le plus délicat* », vous dis-je. Le général de Gaulle, lui, pensait que le problème de Giscard justement, c'était le peuple. Eh bien, il se trompait.

Une à une, les objections qui ont pu s'élever, ici et là, contre la politique de Valéry Giscard d'Estaing sont ramenées à des broutilles distillées par des envieux ou à la volonté évidente de nuire à celui que l'on nous présente comme l'« *un des personnages les plus coriaces du XX^e siècle* ».

C'est effectivement le sentiment profond qu'a dû ressentir Leonid Brejnev quand, à Varsovie, le coriace en question a obtenu, à propos de l'Afghanistan, les résultats que l'on sait.

Et dans ce petit bréviaire à l'usage des giscardiens en campagne défilent les images pieuses jusqu'à l'apothéose finale : la pressante invitation à briguer un deuxième mandat. Personne n'en doutait un seul instant mais à toute fariBole, il faut bien une chute. Est appelé au trône un président sécurisant — suivez mon regard ! — apte à maîtriser les graves difficultés du moment. L'heureux élu ne pipe mot mais n'en pense pas moins.

Pour faire bon poids et enlever le morceau, une dévote iconographie sert, *in fine*, à l'édification des masses. Et si les pommes de Valognes sont restées dans leur panier, rien n'a été laissé au hasard : de la pendule d'Agénor Bardoux au piano du pauvre, des déjeuners en ville (les officiels) aux travaux de tapisserie de Mme la présidente. Seuls les grincheux y percevront, donc, quelques lacunes : la main tendue aux prisonniers, par exemple, ou le petit déjeuner partagé, potron-minet, avec des éboueurs maliens. Mais, diable, ce ne sont pas des électeurs.

**Pierre FRANÇOIS**

LIBRES OPINIONS

## Lettre à un militant communiste

par Roger GARAUDY *

BRAVO pour la lutte contre la drogue. Et bravo plus encore pour demander à frapper les « gros bonnets ». Mais l'ouvrier marocain de Montigny était-il l'un de ces « gros bonnets » ? Ou plutôt l'une de leurs victimes ?

Et puis, si l'on chasse, avec juste raison, *la* drogue, pourquoi pas toutes les drogues ? Car enfin la drogue a tué 180 personnes l'an dernier. C'est affreux. Mais l'alcoolisme en a tué cent fois plus : 19 000. Et là, on a de « gros bonnets » sous la main : Ricard, par exemple, l'homme du pastis. Mais lui n'est pas immigré marocain : il est bienfaiteur de la fête de *l'Huma*, de toutes les fêtes et de tous les journaux du parti. Le parti est même l'un de ses supports publicitaires favoris.

Lech Walesa avait obtenu qu'on interdise la vodka aux grèves de Gdansk, car il est vrai que ni la drogue ni l'alcool ne font des militants. Marchais se tait sur Ricard et ameute la foule contre un travailleur marocain. Cela ressemble-t-il à la « lutte de classe » ou plutôt à l'« autodéfense poujadiste » ou aux « ratonnades » de l'OAS dans l'ancienne Algérie ? S'agit-il de vertu ou de démagogie ? D'une politique de principe ou d'un racolage électoral ? Et d'un racolage misant sur ce qu'il y a de plus bas : le racisme.

Oui, le racisme. Car lorsqu'à Ivry un maire communiste limite à 15 % le nombre d'enfants d'immigrés dans les colonies de vacances, cela signifie que des enfants n'iront pas en vacances parce que leurs parents sont algériens ou noirs. C'est-à-dire que des dirigeants et des élus du parti ajoutent encore à l'exploitation dont les travailleurs immigrés sont victimes de la part du pouvoir : Giscard, ses ex-amis de l'OAS et son exécutant Stoleru donnent à l'immigré un pourboire correspondant à trois mois de salaire au SMIC pour qu'il déguerpisse. Stoleru organise une « semaine de dialogue » pour cinquante et une semaines d'oppression.

Le patronat utilise, pour le pire travail, des ouvriers sous-payés et privés de droits, et voilà que Marchais en rajoute : le bulldozer à Vitry contre Maliens, pas de centre culturel à Rennes pour les musulmans. L'« anti-Giscard » prend la relève du racisme giscardien ! Cela ressemble-t-il à l'« internationalisme prolétarien » ou à un chauvinisme considérant le travailleur immigré non pas comme un frère plus exploité que les autres, mais comme un gêneur étranger à refouler par tous les moyens ?

Que reste-t-il, en tout cela, de ce qui fut l'honneur d'être communiste ? Que reste-t-il d'un tiers de siècle de luttes avec Maurice Thorez contre la bombe atomique, depuis l'appel de Stockholm de Joliot-Curie, membre du comité central, lorsque, du jour au lendemain, sans la moindre consultation de la base du parti, Marchais et son équipe décident de se rallier à l'arme nucléaire de Giscard ? Et lorsque, sur cette lancée nucléaire, Marchais prend en Bretagne la relève des CRS de Giscard pour imposer Plogoff alors que les Bretons eux-mêmes, leurs universités de Brest et de Rennes, et leurs océanographes montraient que l'on peut assurer le développement de la Bretagne avec d'autres sources d'énergie qui créeraient des dizaines de milliers d'emplois ?

Que reste-t-il de l'honnêteté et du courage de Waldeck-Rochet allant à Moscou, avant l'invasion de Prague, pour dire à Brejnev que les communistes français la réprouveraient, lorsqu'au contraire Marchais, de Moscou même, sans aucun avis du parti ou de sa direction, approuve l'invasion de l'Afghanistan ? Cela ressemble-t-il au principe fondamental de Marx : « *Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre* » ? Une telle attitude signifie-t-elle que, dans une conjonction historique et militaire déterminée, Marchais accepterait d'être le Husak de la France, ou son Babrak Karmal ?

A un moment où, dans la désintégration du pouvoir et de la classe qu'il représente, notre pays aurait besoin d'une grande force unie de la classe ouvrière, mon camarade, accepteras-tu que le premier dirigeant du Parti communiste français s'en fasse, par opportunisme électoral, le premier fossoyeur ?

*(*) Candidat à l'élection présidentielle.*

## Spécial P.S.

### Débats et colloques

• **Jeudi 5 mars.** « Entretiens du jeudi » : Les invités sont Jacques Attali, membre du comité directeur, Pierre Beregovoy, secrétaire national aux relations extérieures. 10, rue de Solférino.

### Réunions publiques

• Vendredi 6 mars. Paul Quilès à Cannes, Michel Rocard à Avranches, Michel Charzat à Saint Etienne, Marcel Debarge à Villefranche-sur-Saône, Alain Busnel à Strasbourg, Jean Le Garrec à Dijon, Guy Beche dans le Jura, Edith Cresson à Cahours (Haute-Garonne), Alain Bombard à Saint-Michel-sur-Orge, Jean-Pierre Chevènement à Hyères (Var).

### Rubriques diverses

• **Vendredi 6 mars.** Réunion du Conseil municipal de Montigny sur la drogue, à 20 h 45, à la mairie.

• **Vendredi 6 mars** à Saint-Lô Michel Rocard : une autre politique pour l'emploi.

• **Samedi 7 mars** à Cherbourg, Alain Bombard : quelle alternative au tout nucléaire ?

La reconduction de l'accord sur la préretraite

# Vers la retraite à soixante ans

*Un salarié du privé sur deux quitte son emploi à soixante ans*

**Trois semaines, c'est le délai qui reste aux partenaires sociaux pour reconduire l'accord de juin 1977 sur la préretraite. Entre gens de l'UNEDIC, la discussion sera serrée. Si les syndicats veulent pour la plupart la reconduction pure et simple de l'accord, le CNPF, lui, tire la sonnette d'alarme : la préretraite est victime de son succès, et la note risque d'être particulièrement salée. D'après nos propre estimations, un salarié âgé de soixante ans sur quatre, en 1980, a démissionné — de lui-même ou invité par l'entreprise — et opté pour la préretraite. Coût de l'opération : 8,4 milliards en 1982.**

Au 31 janvier 1981, 102 000 salariés ont démissionné de leur entreprise pour bénéficier de la préretraite. Ils étaient 66 200 un an plus tôt. Plusieurs raisons à cette croissance.

D'abord, l'arrivée à l'âge fatidique de soixante ans, en 1980, d'une classe d'âge fort nombreuse. Ils étaient 382 000 en 1979. Ils ont été 630 000 en 1980. Pas loin du double !

Ensuite, le glissement qui s'est opéré de la préretraite-licenciement — l'accord date de 1972 — vers la préretraite-démission. L'entreprise qui doit dégraisser ses effectifs invite le salarié âgé à opter pour la préretraite plutôt que de l'y mettre d'office comme l'accord de 1972 l'y autorise.

Enfin, dernière raison à cette poussée des préretraites, le changement d'attitude des salariés. Il semble que, pour une classe d'âge donnée, la proportion de ceux qui optent pour la préretraite est plus forte aujourd'hui qu'il y a trois ans. Et la tendance devrait se poursuivre.

Mais quelle est-elle, cette proportion chez ceux par exemple qui ont eu soixante ans en 1980 ? L'INSEE estime à environ 630 000 la population qui a atteint soixante ans en 1980. Sur 100 personnes qui ont soixante ans, 53 exercent encore une activité Parmi celles-ci, quatre sur dix sont salariées du secteur privé (estimation de l'UNEDIC) et relèvent du régime UNEDIC.

Or, au cours de cette même année 1980, l'INSEE a recencé 34 000 salariés, âgés de soixante à soixante et un ans qui ont opté pour la garantie de ressources-démission. Un salarié âgé de soixante ans sur quatre aurait donc « choisi » la préretraite. Et sur les trois autres qui demeurent en activité, on peut estimer qu'un autre encore optera pour ce régime avant d'atteindre la limite d'âge supérieure, c'est-à-dire soixante-cinq ans.

De son côté, l'UNEDIC s'est livré à un petit calcul. Selon ses estimations, 253 000 salariés âgés de soixante à soixante-cinq ans en 1980 auraient pu faire valoir leurs droits à la préretraite. Ils ont été 44 000 cette même année à la réclamer. Soit un sur six !

Et si l'on ajoute aux préretraites-démissions les salariés que l'entreprise a licencié pour les mettre elle-même en préretraite, c'est un salarié sur deux qui, dès l'âge de soixante ans, s'est retrouvé au cours de l'année 1980 en préretraite. L'UNEDIC recense en effet, dans la classe d'âge 60-61 ans, 32 000 préretraites au titre d'un licenciement.

On comprend alors la réticence du CNPF. Le syndicat patronal se réfère d'ailleurs volontiers aux chiffres fournis par l'UNEDIC aux partenaires sociaux à l'occasion de la négociation. La facture à payer pour la préretraite-démission s'éleverait à 4,3 milliards pour la période du 31 mars 1980 au 31 mars 1981. Elle passerait à 6,3 milliards l'année suivante, pour atteindre 8,4 milliards, en cas de reconduction de l'accord pour une durée de deux ans. Soit presque le quart des sommes versées aux chômeurs en 1980 !

C'est que la préretraite n'est pas une prestation au rabais. Le CNPF cherchera à rogner sur des dispositions qu'il juge trop favorables. (Voir encadré.)

Pas question pour le CNPF de pérenniser l'accord. La CFDT, comme FO, se satisferont d'un accord reconduit pour ua moins deux ans mais sans que l'on touche à aucune des dispositions actuelles. Quant à la CGT elle « mettra tout en œuvre » pour que l'accord de juin soit reconduit.

Où la négociation se complique, c'est que le guvernement est intervenu la semaine dernière (voir *Combat Socialiste* du 27.2) pour que les partenaires du 5 mars examinent la possibilité d'abaisser à titre temporaire et pour certains salariés seulement l'âge de la préretraite. Une addition un peu lourde pour la caisse de l'UNEDIC. Une caisse qu'alimentent tant les employeurs que les salariés.

**C. MAUSSION**

## La préretraite

*Tout salarié qui cotise aux ASSEDIC peut, entre soixante et soixante-cinq ans, démissionner de son entreprise et opter pour la préretraite. Il touche alors 70 % de son salaire brut — environ 80 à 85 % de son salaire net — jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans. Il regagne alors le rang des retraités.*

*L'employeur continue de verser durant toute cette période les cotisations de retraite à la Sécurité sociale et aux caisses complémentaires.*

*Ainsi, que vous quittiez votre emploi à soixante ou à soixante-cinq ans, le système vous assure pratiquement le même revenu.*

*Si l'entreprise vous licencie entre soixante et soixante-cinq ans, vous bénéficiez des mêmes avantages.*

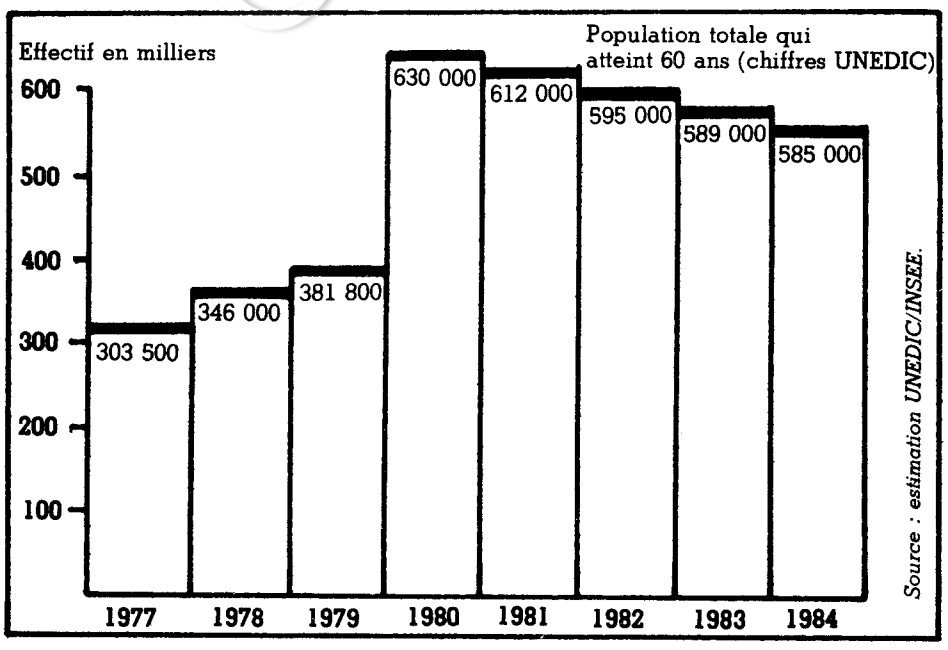
### Tableau II

| | |
|---|---|
| 630 000 | personnes ont atteint 60 ans en 1980. |
| 340 000 | sont actifs. |
| 135 000 | sont salariés du secteur privé et peuvent bénéficier de la préretraite. |
| 66 000 | bénéficient déjà de la préretraite. |
| dont 32 000 | au titre d'un licenciement. |
| dont 34 000 | au titre d'une démission. |

*(Chiffres UNEDIC/INSEE)*

**Un salarié sur quatre a opté pour la préretraite.**

### Tableau I




## Maire se prononce pour un syndicat «à la polonaise»

Edmond Maire propose de s'inspirer de l'expérience polonaise de Solidarité pour remédier à la crise du syndicalisme.

Dans la seconde partie d'une interview accordée au *Matin*, publiée le 3 mars, le secrétaire général de la CFDT estime qu'un des aspects de la crise du syndicalisme résulte de l'effritement lié aux restructurations des bastions industriels français qu'il situe *« en Lorraine, dans le Nord, la Loire ou la Loire-Atlantique »*.

L'apparition d'activités économiques nouvelles, comme le nucléaire et l'informatique, n'a pas compensé le recul des anciennes, il s'en suit, poursuit-il, que la *« base ouvrière du syndicalisme se trouve affaiblie et bouleversée »*. Et cela d'autant plus que le patronat développe le travail précaire, l'intérim et les contrats à durée déterminée.

M. Maire propose de s'inspirer de l'expérience des syndicalistes polonais qui ont formé Solidarité. La CFDT va préciser dans les mois à venir la *« façon dont elle conçoit la reconstruction d'une avancée syndicale pluraliste et unitaire »*.

## Machinisme agricole: —6,7% en 1980

L'industrie française des tracteurs et du machinisme agricole a été particulièrement frappée par la crise en 1980. Le chiffre d'affaires de ce secteur a en effet diminué de 6,7 % en francs constants par rapport à l'année précédente.

*« L'année 1980 aura été pour l'industrie française du machinisme agricole la plus mauvaise que celle-ci ait connue depuis 1972. En outre, elle est la sixième qui soit en recul sur l'année précédente »*, a affirmé Daniel Dreyfus, président du Syndicat général des constructeurs de tracteurs et de machines agricoles (SYGMA), lundi 2 mars à Paris.

En présentant à la presse les chiffres de cette industrie, quelques jours avant l'ouverture du Salon international de la machine agricole, le 8 mars prochain à la Porte de Versailles, le président du SYGMA n'a pas caché qu'il espérait une reprise de l'activité en 1981.

Les résultats de 1980 laissent apparaître un chiffre d'affaires de 9,73 milliards de francs pour l'ensemble des constructeurs installés en France, dont 3,15 réalisés sur les marchés extérieurs.

Dans le même temps, notre pays importait pour 4,3 milliards de francs de tracteurs et de machines agricoles, soit une hausse de 0,7 %. La balance commerciale est donc négative. Avec un taux de couverture de 65 %, ce pourcentage est le plus mauvais enregistré depuis cinq ans.

Sur le plan de l'emploi, les chiffres ne sont pas plus brillants, puisque, avec 35 600 salariés, les effectifs n'ont jamais été aussi bas que l'an dernier.

**Alain LAUGIER**

## 40 % des familles ne partent pas en vacances

Quarante pour cent des familles ne quittent pas leur domicile pendant les vacances, indique une analyse des départs des familles en vacances durant les années 1976-1977 effectuée par l'INSEE.

Deux groupes sont à distinguer, estime l'institut de la statistique : celui dont *« tous les membres partent en vacances, soit 53 % du total, et, à l'opposé, celui où personne n'est parti, soit 40 % »*.

L'étude précise que les ouvriers non qualifiés partent dans une proportion deux fois moindre (39,3 %) que les cadres (75,2 % pour les cadres moyens, et 83,7 % pour les cadres supérieurs et les plus aisés des non-salariés). Chez les petits travailleurs indépendants, notamment les agriculteurs, c'est la plupart du temps la difficulté à se faire remplacer qui constitue le principal obstacle à un départ.

• **André Bergeron**, secrétaire général de FO, s'est déclaré prêt, dans une lettre adressée à François Ceyrac, président du CNPF, à examiner à nouveau avec le patronat les questions de la réduction du temps de travail et de la cinquième semaine de congés payés. Il souhaite évoquer également les initiatives gouvernementales sur l'emploi et le travail à temps partiel.

• **Grève au central de renseignements téléphonés** de la SNCF. Près de 85 % des 132 employés du central de renseignements téléphonés, qui permet aux usagers de la SNCF de s'informer des horaires des trains et du prix des billets, se sont mis en grève lundi.

Ce mouvement qui s'inscrit dans le cadre d'un préavis de grève allant jusqu'au 15 mars pour la CGT et la CFDT et jusqu'au 6 mars pour FO, répond à l'appel de l'intersyndicale contre une modification des conditions de travail.

# Désintoxiquer la Sécurité sociale

## ❷ Les vaches à lait

**Après avoir montré que la situation de la Sécurité sociale n'est pas aussi tragique que l'affirme le gouvernement, Alain Ecouves dénonce l'injuste répartition des cotisations entre les cadres et les ouvriers, ainsi que les charges indues imposées à la Sécurité sociale par les pouvoirs publics.**

CURIEUX, ce comportement du pouvoir à l'égard de la Sécurité sociale. D'un côté, il prétend régenter la moindre de ses initiatives. De l'autre, il se désengage de ses obligations. Peu importe que le système de recouvrement des cotisations soit très inégalitaire, que les salariés paient pour les autres catégories sociales ou que le travailleur modeste soit plus « taxé » que le cadre. Sa politique est celle du tableau de bord. L'essentiel est qu'aucune lampe ne clignote. Même si certains rouages sont au bord de la rupture.

Jean-Jacques Dupeyroux, spécialiste de droit du travail et auteur d'un manuel sur la Sécurité sociale qui fait autorité, a clairement posé le problème de la Sécurité sociale en montrant qu'elle a toutes les apparences d'un impôt sur la pauvreté. Et à double titre. Entre les salariés et les non-salariés, d'abord. Ainsi, en 1976, la cotisation des travailleurs indépendants était de l'ordre de 8,6 % de leur revenu déclaré, celle des exploitants agricoles de 10 %, celle des ouvriers de 32,8 % (y compris la part de l'entreprise).

Officiellement, ce déséquilibre est dû à la relative indépendance entre les différents régimes. Chaque catégorie socio-professionnelle s'organise elle-même sur la base du sacro-saint rapport démographique (nombre de bénéficiaires rapporté au nombre de cotisants). Ensuite, ou bien une compensation s'opère entre les régimes, ou bien l'Etat intervient.

Or, ces interventions de l'Etat sont très inégalitaires. Conséquence : en moyenne, chaque bénéficiaire au titre du régime des salariés a donc perçu indirectement de la part de l'Etat 146 F, chaque travailleur indépendant 354 F et chaque agriculteur 1 589 F.

### *Un « plafond » injuste*

Cette inégalité est, aussi, très forte entre les salariés. Le responsable en est le « plafond ». La cotisation « plafonnée » sur la retraite est sans doute l'une des causes d'inégalité les plus notables. A l'heure actuelle, un cadre supérieur ne reverse que 3,9 % de son salaire pour sa retraite de Sécurité sociale. L'ouvrier, lui, doit débourser 7,3 %.

Quand il s'agit d'amener sa clientèle électorale à consentir les mêmes sacrifices que les autres couches sociales, le gouvernement sait donc à merveille se faire oublier. On le constate aussi à propos des dettes des entreprises. Fin 1978, elles s'élevaient à environ dix milliards de francs. Le pouvoir a pris l'habitude de fermer les yeux lorsqu'une entreprise en difficulté « oublie » de régler ses cotisations. A telle enseigne qu'il n'est pas rare de voir des sociétés se dispenser de verser la part salariale des cotisations qui ont déjà fait l'objet de retenues sur les salaires. Dans ce domaine, la chasse aux mauvais payeurs n'est guère efficace. Environ 55 % des dettes des entreprises sont jugées irrécouvrables. L'Etat donne, lui-même, le mauvais exemple. Fin 1978, ses cotisations impayées et celles des collectivités locales s'élevaient à 4,5 milliards.

En revanche, le gouvernement n'omet pas de transférer à la Sécurité sociale des charges qu'il ne veut plus assumer. Ainsi, en 1975, il a fait voter deux lois qui imposent la prise en charge par le régime général (celui des salariés) des handicapés adultes et la médicalisation des personnes âgées. Au total, elles ont coûté quelque 4 milliards aux salariés pour l'année 1978.

### *Des charges indues*

C'est le dernier exemple, en date, de ces charges « indues » que le gouvernement impose à la Sécurité sociale. Selon la CGT, elles se sont élevées en 1978 à 26 milliards de francs. Certaines correspondent à des situations de fait qui se sont imposées à la Sécurité sociale faute d'une véritable politique sociale de la part de l'Etat, comme les prestations aux chômeurs (4,5 milliards de francs). D'autres, enfin, visent à faire payer par les assurés sociaux salariés les investissements hospitaliers et de formation médicale ou à alimenter le Trésor public. Ainsi, la Sécurité sociale débourse 750 millions de francs pour verser dans les caisses de l'Etat la TVA sur les médicaments.

Toutes ces dépenses sont sans doute justifiées. Certaines apparaissent même très insuffisantes. *Mais est-*il logique que les seuls salariés affiliés au régime général de la Sécurité sociale les prennent à leur charge ? Est-il normal que l'Etat, après s'être soustrait à ses obligations, décide de ponctionner encore ces salariés quand la vache à lait donne des signes de fatigue ?

**Alain ECOUVES**



**Chaque bénéficiaire, au titre du régime des salariés, a reçu indirectement, en 1980, 146 F, chaque travailleur indépendant 354 F et chaque agriculteur 1 589 F.**

**Prochain article : *Le prix de la santé.***

## Les accidents du travail sont en baisse

*MALGRE l'augmentation du nombre des salariés, la baisse du nombre et de la gravité des accidents du travail s'est confirmée au cours de l'année 1979.*

*Selon les statistiques fournies par le ministère du Travail,* « pour la première fois depuis 1954, et alors que le nombre des salariés a depuis cette date augmenté de 65 %, le nombre des accidents du travail est resté inférieur au million ».

*En 1979, pour une population de 14 millions de salariés, la Caisse nationale d'assurance-maladie a comptabilisé 980 000 accidents avec arrêt de travail (contre 1 014 051 en 1978, soit une diminution de 3 %). Cette même année, il y a eu 104 000 accidents graves et 1 484 accidents mortels, ces derniers enregistrant une baisse de 5 % par rapport à 1978.*

## BREF

• **Le patron d'une entreprise** de poudre à récurer de Sin-le-Noble (Nord), dont une des ouvrières était morte silicosée, a été condamné par le tribunal de grande instance de Douai à six mois de prison avec sursis et à vingt-huit amendes de 300 F chacune.

• **Nouveau recul de la CGT.** Pour la première fois, la CFDT devance la CGT chez les ouvriers aux élections au comité d'entreprise des établissements Michelin à Clermont-Ferrand. La centrale d'Edmond Maire, avec 50,6 % des voix, a obtenu la majorité des sièges (cinq sur huit). La CGT (40,3 %) perd un siège, passant de quatre à trois. FO est en très légère progression (6,2 %) alors que l'Union du personnel de Michelin enregistre un léger recul (2,9 %).

• **Chômage technique à l'usine Citroën de Rennes** les 6 et 20 mars prochains, et probablement les 17 et 30 avril également, indique la direction de cette usine, qui emploie 12 983 salariés.

• **La CFDT du Crédit lyonnais** dénonce dans un communiqué la prise de participation récente, par le Crédit lyonnais, dans la banque Tornquist de Buenos Aires, en Argentine. Le syndicat proteste contre le rachat d'une banque dans un pays dont le régime politique est sévèrement condamné sur la scène internationale.

En faisant fabriquer la R14 en Belgique

## Renault entend freiner l'offensive japonaise

C'EST dans l'usine de Douai que sera fabriqué le nouveau modèle grande série « super économe » connu seulement sous le numéro de code 142 et qui sera lancé par la régie Renault quelques mois après les élections. Construite dans l'unité la plus moderne, ce qui permettra à la Régie d'en abaisser les coûts de production, cette nouvelle voiture sera également assemblée aux Etats-unis dans l'usine de Kenosha, près de Chicago. Grâce aux accords passés avec American Motors, le plus petit constructeur américain, Renault se trouvera ainsi en position d'attaquer de l'intérieur le marché outre-Atlantique.

Pour ce faire et dans le cadre de ce que l'on nomme joliment à la Régie *« un glissement de fabrication »*, la R 14 sera désormais construite dans l'usine belge de Haren, près de Bruxelles, cetains éléments continuant toutefois d'être fabriqués à Douai. On précise d'ailleurs à la Régie que *« l'important est qu'il y ait du travail et non pas qu'un modèle soit à perpétuité fabriqué au même endroit »*.

On peut d'ailleurs ajouter que cette nouvelle répartition de la production va sans doute obliger le gouvernement belge à préciser ses intentions en matière d'industrie automobile. Avec l'usine de Haren, qui emploie 4 000 personnes, d'où il est sorti 180 000 véhicules en 1980, et qui a besoin d'être modernisée, la Régie dispose d'un moyen de pression sur le gouvernement belge. D'accord pour envisager cette modernisation, la Régie demande en échange au gouvernement belge de faire preuve de plus de modération en matière d'importation de voitures japonaises.

A ce sujet, la réunion entre constructeurs japonais et européens prévue pour avril sera déterminante, surtout si d'ici là les Européens sont parvenus à harmoniser leurs points de vue, malgré les situations différentes qui prévalent dans leurs pays respectifs.

La Libye prête à discuter des problèmes africains

# Kadhafi propose à Paris une réunion au sommet

*«Nous tenons à avoir de bonnes relations avec la France», affirme le dirigeant libyen, en évoquant le problème du Tchad*

LE colonel Mouammar Kadhafi a proposé lundi soir à la France une « *réunion au plus haut niveau* » pour discuter les problèmes africains.

Prenant la parole à Sebha, dans le centre du pays, à l'occasion du quatrième anniversaire de l'« *avènement au pouvoir du peuple* », le dirigeant libyen a ajouté qu'il n'y avait pas, à son avis, de « *divergences* » entre Paris et Tripoli, « *à moins*, a-t-il dit, *que la France ne soit contre la liberté, l'intégrité et l'unité africaines* ».

S'adressant à quelque quinze mille Libyens, dans une atmosphère de kermesse, le colonel Kadhafi a critiqué la prise de position française face à l'intervention libyenne au Tchad et a accusé Paris d'avoir mené dans le passé une politique « *colonialiste* » en Afrique.

« *Nous tenons à avoir de bonnes relations avec la France*, a-t-il poursuivi, *en raison de sa politique indépendante des Etats-Unis.* »

Bien qu'il n'ait pas mentionné la décision officielle de Paris de ne pas livrer à la Libye les dix vedettes lance-missiles que cette dernière avait commandées, le dirigeant de Tripoli y a fait allusion lorsqu'il a affirmé que son pays ne « *souhaitait pas un affrontement avec la France, mais que c'était la France qui s'attaquait à la Libye* ».

Le colonel Kadhafi a réaffirmé que l'intervention libyenne au Tchad a eu lieu en application d'un traité reliant les deux pays et à la « *demande répétée du président Goukouni Weddey* ».

Le dirigeant libyen a par ailleurs vivement attaqué les pays africains qui se sont opposés à l'intervention libyenne dans la bataille de N'Djamena, notamment le Soudan et le Niger. Il a indiqué que Tripoli allait « *réviser sa politique d'aide à ces pays* ».

« *Nous attendons avec impatience que la situation se normalise au Tchad pour retirer nos forces de ce pays* », a encore dit le dirigeant libyen.

Kadhafi a également réaffirmé que l'Union soviétique n'avait accordé aucune aide de « *quelque sorte que ce soit* » aux troupes libyennes opérant au Tchad.

Malgré son ton souvent très critique lors de ce discours, le colonel Kadhafi a donc tendu la main à la France aussi bien qu'aux pays africains.

# Washington lance un ultimatum à Managua

LA suspension de l'aide des Etats-Unis au Nicaragua sera effective dans deux semaines si le gouvernement nicaraguayen ne démontre pas qu'il a cessé de livrer des armes aux rebelles salvadoriens, a-t-on appris de source officielle à Washington.

Cette annonce est considérée par les observateurs comme un ultimatum au régime sandiniste, accusé par Washington de laisser transiter par le territoire nicaraguayen des armes destinées à la guérilla salvadorienne.

Peu auparavant, le général Haig avait déclaré, à l'issue d'un entretien avec le secrétaire général des Nations unies, Kurt Waldheim : « *Nous accorderons quelques semaines de plus au gouvernement du Nicaragua avant d'adopter une décision définitive.* »

Face à l'escalade des Etats-Unis en Amérique centrale, José Pena Gomez, secrétaire du comité latino-américain de l'Internationale socialiste, a lancé un avertissement à Washington. « *L'Amérique latine*, a-t-il déclaré, *pourrait connaître une nouvelle flambée anti-nord-américaine si l'administration Reagan persiste dans sa politique du gros bâton.* »

Pena Gomez a lancé cette mise en garde au cours de la réunion de l'Internationale socialiste consacrée particulièrement à la situation à El Salvador, qu'il présidait en compagnie de l'Autrichien Bernt Carlson. Les participants à cette réunion ont réaffirmé leur souci de parvenir à une solution politique et pacifique du conflit à El Salvador et leur soutien au Front démocratique révolutionnaire (FDR) comme représentant légitime du peuple salvadorien.

### *Avec Reagan*

De son côté, le président du Front démocratique révolutionnaire du Salvador, Guillermo Ungo, a rappelé qu'il était prêt à s'entretenir directement avec Reagan. Il a ajouté que les « *bases d'une véritable paix au Salvador n'existeront que lorsque les Etats-Unis mettront fin à leur aide militaire à la junte* ».

POLOGNE

## L'armée contre les prêtres «politiques»

LE journal de l'armée s'en est pris lundi à l'Eglise polonaise. Le quotidien *Zolnierz Wolnosci*, connu pour le « traditionalisme » de ses positions, a accusé certains prêtres de transformer leur chaire en tribune politique. Le journal a néanmoins opposé cette attitude à celle de la hiérarchie catholique, dont il a loué le « *sens profond des responsabilités et du patriotisme* » dans la crise traversée.

D'autre part, selon un communiqué de l'agence PAP, l'église pourrait à nouveau être autorisée à remplir son sacerdoce dans les institutions d'où



elle avait été exclue à la fin des années 50, sous le règne de Wladyslaw Gomulka. Pour l'instant, les demandes de l'épiscopat concernant les hôpitaux, les maisons de vieillesse, les sanatoriums, les maisons de repos, les prisons et les maisons de correction ont été approuvées.

# Giscard ouvre les portes de l'Afrique aux Américains

«*LE développement sanitaire de l'Afrique noire est confié aux Etats-Unis. La France a approuvé cet accord confidentiel* », peut-on lire en manchette de l'édition du *Monde* datée du 3 mars. Il s'avère en effet qu'aux termes d'un accord, demeuré jusqu'ici confidentiel, et conclu entre les six pays occidentaux membres de l'ACDA (Association concertée pour le développement de l'Afrique) — créée à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing —, à savoir la France, l'Allemagne fédérale, la Belgique, la Grande-Bretagne, le Canada et les Etats-Unis, le développement sanitaire de l'Afrique noire est confié à ce dernier pays depuis le début de l'année.

L'émotion provoquée en France dans les milieux concernés par ce programme est considérable. On y voit en filigrane une contestation de la capacité des Africains à gérer leurs propres affaires en ce domaine. Aussi des protestations ont-elles été adressées à Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères — le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale ayant été tenu à l'écart.

Mais ce n'est pas tout. Les pays réunis au sein de l'ACDA sont convenus, au cours de la réunion secrète tenue à Bonn en mai 1980, de confier des secteurs déterminés de développement à un pays chef de file. Les Etats-Unis, outre l'amélioration de la santé publique, se chargent du développement de la recherche et des méthodes de développement rural

EN 24 HEURES

### Le Guatemala concède Belize à Londres

Le Guatemala ne souhaite plus obtenir qu'une bande de 20 km du territoire de Belize ; en échange de quoi il accepterait que Londres accorde l'indépendance à ce pays, indique-t-on dans la capitale après de nouvelles négociations entre le Guatemala et la Grande-Bretagne.

### L'Iran propose un cessez-le-feu très court

Le général Valliolah Fallahi, chef d'état-major des forces armées iraniennes, s'est déclaré favorable, lundi à Téhéran, à un très bref cessez-le-feu dans le seul but de permettre le retrait, sans conditions, des forces irakiennes du sol iranien. Dans une interview à l'agence PARS, le général Fallahi a estimé qu'il fallait une « *période de cessez-le-feu très courte pour que, immédiatement et sans aucune condition, l'agresseur se retire du sol iranien* ».

De son côté, le président irakien Saddam Hussein a expliqué à la mission islamique, lundi, que l'Irak était prêt a accepter un cessez-le-feu immédiat, applicable six heures après son acceptation par l'Iran, rapporte l'agence irakienne d'information.

## Namibie: votes contre Pretoria

*L'ASSEMBLEE générale de l'ONU a expulsé une nouvelle fois, lundi, la délégation sud-africaine qui assistait au débat sur la question de la Namibie. L'assemblée générale a en effet rejeté par 112 voix contre 22 et 6 abstentions les pouvoirs de la délégation sud-africaine à l'assemblée.*

*Elle a pris cette décision en adoptant un rapport de sa commission de vérification des pouvoirs, qui avait été convoquée à la demande du groupe africain de l'ONU.*

*Auparavant, l'assemblée avait refusé par 113 voix contre 23, avec une abstention, d'autoriser la délégation sud-africaine à prendre la parole avant l'adoption du rapport de la commission.*

Ces propositions ont été rendues publiques mardi et ont été l'objet d'une mission du ministre des Affaires étrangères guatémaltèque, M. Rafael Castillo. Le territoire de Belize (23 000 km²), britannique depuis le XIXe siècle, était jusqu'ici revendiqué en totalité par le Guatemala ; bien qu'une résolution des Nations unies demandât son accession à l'indépendance.

• **THAÏLANDE.** Le général Prem Tinsulanonda, premier ministre thaïlandais, a demandé, lundi, aux partis politiques membres de son gouvernement, de mettre un terme à leurs querelles pour éviter un éclatement de la coalition gouvernementale, minée par les rivalités internes.

### CHINE Crédit du FMI

Le Fonds monétaire a annoncé que, réponse à une demande des autorités de Pékin, un crédit standby de 450 millions de droits de tirages spéciaux (environ 547 millions de dollars) a été ouvert à la Chine. Ce crédit doit soutenir un programme de stabilisation économique. Il s'agit du premier prêt consenti par le FMI à la Chine depuis qu'elle a remplacé Taïwan au sein de cette institution en avril dernier.

### Linguiste exécuté en Colombie

Le linguiste nord-américain Allen Bitterman aurait été exécuté, selon une information diffusée lundi soir par la chaîne de radio colombienne Caracol. Bitterman, fonctionnaire à l'« Institut linguistique d'été » (ILV), a été enlevé le 19 janvier dernier par un groupe affirmant appartenir à la « coordination de base », aile radicale du mouvement d'opposition « M-19 ».

### Terreur en Turquie

« *Une vaste opération de recherche de 8 423 « terroristes » encore en liberté va être lancée à travers toute la Turquie* », a déclaré un des hauts responsables du commandement de l'état de siège.

Une « liste noire » de ces 8 423 extrémistes a été remise par cet organisme à tous les ministères, administrations, postes de douane, commissariats, ports et aéroports afin que les moyens nécessaires soient mis en œuvre pour leur capture.

### Berlinguer critique Moscou

Le comportement des dirigeants soviétiques à l'égard du Parti communiste italien (PCI) « *paraît incompréhensible et même absurde* », a déclaré, lundi soir à Gênes, le secrétaire général du PCI, Enrico Berlinguer.

S'interrogeant sur la différence du traitement réservé au PCI avec celui dont a bénéficié le Parti communiste français à la tribune du XXVIe Congrès du PCUS, Berlinguer a estimé qu'elle ne pouvait s'expliquer par son absence. « *Georges Marchais*, a-t-il fait remarquer, *ne s'est, lui non plus, pas rendu à Moscou* ».

En Somalie

# La détresse tranquille des exilés de l'Ogaden

**Depuis quelques années, le nombre de réfugiés dans le monde s'est nettement accru. C'est un phénomène souvent occulté par les médias. Le drame des réfugiés de l'Ogaden, par exemple, est mal connu. Michel Lantenant s'est rendu en Somalie pour voir leurs conditions de vie. Il témoigne.**



**Le camp d'Agabar, qui compte 28 000 réfugiés.** (Photo Bill Campbell/Sygma)

L'ANNEE 1981 risque de marquer une nouvelle escalade dans la misère des réfugiés de l'Ogaden. L'exode des populations va certainement s'accélérer avec le retour de la saison sèche. L'armée éthiopienne, qui traque sans relâche les nomades, a mis au point de nouvelles méthodes de répression qui consistent à empoisonner les puits et à miner les abords des points d'eau. Par vagues, les habitants traversent les frontières et trouvent asile dans les territoires limitrophes du Kenya, du Soudan et de la Somalie.

Dans ce seul pays, leur nombre dépasse désormais 1,5 million. Si une partie d'entre eux peut espérer trouver refuge dans des familles, 900 000 sont contraints d'aller dans les camps de réfugiés répartis le long de la frontière. La malnutrition chronique reste pour les exilés une épée de Damoclès, qui menace essentiellement les enfants.

Les organisations humanitaires lancent appel sur appel, sans arriver à mobiliser suffisamment l'opinion publique et surtout les gouvernants.

A trois heures de route de Mogadiscio, le camp de Jalalarqsi surgit de la poussière au bout d'une piste défoncée, perdu au milieu des arbustes. Les cases de torchis se dressent les unes contre les autres comme de grosses taupinières sorties de la terre pour braver le soleil. Nous sommes rapidement entourés par une nuée d'enfants. Les chefs du camp nous attendent à proximité du magasin de vivres, seul ouvrage en dur de cette ville-champignon de 73 000 habitants, érigée en seize mois.

Le camp est divisé en villages de quelques milliers de personnes, qui possèdent chacun leur infrastructure : mosquée, école coranique, dispensaire, école publique. Les enfants sont totalement désœuvrés, tout comme les rares hommes qu'on voit assis par terre en train de palabrer. Les femmes, au contraire, ne cessent de s'activer. Il est vrai qu'elles font tout le travail : corvée d'eau, préparation des repas, lavage, collecte du bois, chauffage, et accessoirement petits métiers ou petits commerces. C'est le fruit de la longue tradition des nomades. Les hommes s'occupent des troupeaux, les femmes font le reste.

### Recommencer à vivre...

Attitude typique d'une femme dans un camp de réfugiés, Rafalé, trente-trois ans, est en train de puiser de l'eau. Par l'intermédiaire de l'interprète, je lui demande d'où elle vient — « *de l'Ogaden* ». J'essaie d'obtenir des précisions, elle nous regarde sans comprendre. La localisation du lieu est anecdotique dans la mesure où les nomades se déplacent avec leurs troupeaux depuis le Soudan jusqu'au Kenya, en passant par l'Ethiopie et la Somalie, à la recherche de pâturages.

L'histoire de Rafalé est celle de la plupart des réfugiés : « *Les Ethiopiens nous ont attaqués. Avec eux, il y avait des Blancs. Ils nous ont tout pris, les dromadaires et les vaches, les tentes... On s'est sauvés en courant dans le bush. J'ai perdu cinq enfants sur huit. On a marché dix jours, on est arrivés à la frontière et on nous a amenés ici en camion.*

— *Votre mari a été tué ?*

— *Je ne sais pas. Je pense qu'il est avec les combattants.* »

Les origines des conflits remontent en fait à plus d'un siècle. Lors de la colonisation occidentale, l'Italie, la Grande-Bretagne et la France ont occupé des régions stratégiques sur la route des Indes et à la sortie du canal de Suez, laissant l'Ethiopie en position de force pour terminer le démantèlement de la Somalie et coloniser l'Ogaden.

Le chef de Jalalarqsi, Mohamed Duhi Ali, est un handicapé physique, mais, possède une autorité non usurpée qui vient de sa grande culture et d'un glorieux passé de militant. Ancien numéro deux du mouvement de résistance en Ogaden avant la guerre de libération de 1978, il a pleinement conscience des difficultés et du chemin à parcourir pour arriver à une solution négociée : l'autodétermination des populations restée en Ogaden.

Les conditions de vie à Jalalarqsi sont difficiles, mais les réfugiés montrent une telle sérénité que l'on peut craindre que ce ne soit un camp modèle.

Malgré le dévouement des organisations charitables, on ne voit pas le bout du tunnel. Des milliers d'enfants meurent tous les jours dans les camps de la faim.

**Michel LANTENANT**
**en collaboration avec**
**Yves NAUDIN**

PORTRAIT

# Madrid l'appelle «Lord» Leopoldo

*Le nouveau président du gouvernement espagnol, Leopoldo Calvo Sotelo, est un homme froid et distant*

«*SOURIEZ, s'il vous plaît, ça me ferait une exclusivité mondiale !* » Cette boutade lancée par un photographe au nouveau président du gouvernement espagnol, Leopoldo Calvo Sotelo, donne le ton. Les présidents se suivent et ne se ressemblent pas. Le charme andalou, la sympathie un peu démagogique d'Adolfo Suarez ont fait place à la froideur galicienne de celui que l'on appelle déjà « Lord Leopoldo ».

Froid, distant, timide, les qualificatifs ne manquent pas. Mais il ne s'agit là que d'impressions, car le personnage est en réalité fort peu connu.

Issu d'une famille où la vie publique est une vocation — il eut pour oncle le célèbre leader monarchiste assassiné en 1936, devenu martyr de la cause nationaliste durant la guerre civile —, Leopoldo Calvo Sotelo entra très jeune aux jeunesses monarchistes et commença sa carrière publique en collaborant directement au régime de Franco en tant que directeur de la RENFE (SNCF espagnole), puis comme membre de la commission des lois fondamentales des Cortes. Fidèle compagnon de Suarez, il fut présent dans tous ses gouvernements, successivement comme ministre des Travaux publics, des Relations avec la CEE, enfin de l'Economie. Il l'aida, en 1977, à fonder l'Union du centre démocratique, fusion pas très réussie de 13 partis différents.

### Un homme conservateur

Son extrême prudence, sa modération, son art de ne jamais prendre ouvertement position rendent assez difficile, voire hasardeux, un étiquetage politique catégorique. Seuls son dévouement à la monarchie et son esprit conservateur sont des constantes chez lui. D'une droite intransigeante il a ainsi évolué vers une droite dite « civilisée ».

Leopoldo Calvo Sotelo n'est pas un politicien. C'est un technocrate dont l'ambition est d'être un honnête gestionnaire. Mais gérer un pays, c'est faire de la politique ; son programme de gouvernement le prouve amplement : adhésion à l'OTAN, libéralisme économique comprenant réduction des coûts sociaux, blocage des salaires, relance de l'investissement privé, régression dans la politique d'autonomie des régions, etc.

Son silence pesant sur le divorce et l'enseignement ne laissent rien augurer de bon non plus en la matière. Ce gouvernement « centriste » semble donc décidé à pratiquer une politique très nettement conservatrice. Calvo Sotelo avait déclaré lui-même, à propos de l'UCD : « *Etre de centre gauche, c'est être avant tout du centre, ce qui signifie être de droite.* »

**Béatrice TOULON**

Débat autour d'une pièce de théâtre

# Le PC chinois inquiet de sa baisse de popularité

L'EPINEUSE question de savoir si l'image du régime communiste de Pékin s'est améliorée auprès de l'opinion publique chinoise, depuis la mort de Mao Tsé-toung et la fin de la Révolution culturelle, été abordée, pour la première fois, par un organe de la presse officielle.

La réponse que suggère le quotidien *Wenhui Bao* de Shanghai est « non ». Le journal relève qu'une pièce de théâtre interdite, *l'Imposteur,* peut conduire les masses à se demander quelle différence il y a entre l'époque où la « bande des quatre » était au pouvoir et maintenant.

Cette pièce a été interdite l'année dernière pour avoir représenté le régime communiste chinois sous l'aspect d'un népotisme totalement corrompu. Selon le journal, elle dénonce sans nuance la corruption et pourrait encore amener les spectateurs à se demander « *comment ces cadres, pratiquement tous représentés comme des arrivistes, pourraient diriger la réalisation des quatre modernisations* ».

Le *Wenhui Bao* en conclut que la pièce ne met pas suffisamment en valeur les « *forces qui luttent contre la corruption* » et s'apparente aux dénonciations émises par des contestataires sur l'existence d'une « *couche de privilégiés* » ou d'une « *classe de bureaucrates* » en Chine populaire.

*L'Imposteur* met en scène un jeune fils d'ouvrier qui parvient a bénéficier d'innombrables avantages en se faisant passer pour le fils d'un haut dirigeant. Sa déclaration finale, devant le tribunal chargé de le juger une fois sa supercherie découverte, se conclut par ces mots : « *Mon crime, c'est de n'être pas vraiment le fils d'un cadre supérieur du Parti. Si tel était le cas, absolument tout ce que j'ai fait deviendrait subitement légal à cent pour cent. Telle est la loi.* »

La question est posée en termes à peine voilés par le journal de Shanghai. Dernièrement, le régime a admis son impopularité dans un article publié par l'organe théorique du Parti communiste, le *Drapeau rouge,* à un moment où il fait face à la plus grave crise de confiance qui se soit produite dans la population et au sein même de l'appreil, depuis sa fondation voilà trente et un ans.

En réaffirmant longuement le bien-fondé de la mesure ayant frappé d'interdiction *l'Imposteur,* le journal de Shanghai répondait à des critiques émises contre cette censure par une revue théâtrale locale. C'est un signe supplémentaire des flottements enregistrés à l'heure actuelle dans les rangs des intellectuels chinois.

Visite du camp de Nasir Bagh au Pakistan

# La colère monte chez les réfugiés afghans

*Malgré l'aide du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU, les 30000 réfugiés se sentent oubliés*

LES réfugiés afghans du camp de Nasir Bagh, au nord de Peshawar, qui étaient 4 000 en février 1980, sont aujourd'hui 30 000 environ. 12 000 seulement sont enregistrés et bénéficient de l'aide internationale.

De la plaine interminable que le camp grignote, ils peuvent toujours voir les montagnes où passe la frontière de leur pays. Mais l'atmosphère du camp a totalement changé en une année. Les Pashtous, fiers et hospitaliers, sont devenus des réfugiés en colère qui disent son fait au visiteur venu les mains vides.

« *Les journalistes et les représentants de tous les pays se succèdent ici. Mais rien ne change pour nous* », dit un malik (chef) venu de la province afghane du Nangarhar avec un clan de 2 700 adultes.

En 1980, il aurait été humilié si ses visiteurs n'avaient pas accepté de partager ses dernières feuilles de thé. Après un an de camp, il se contente de leur nouer autour du poignet un brin de laine brute, devant ses seconds hilares, « *pour qu'ils se souviennent de ramener des tentes à Nasir Bagh* ».

La nuit, les gens s'entassent à 15 par tente et 150 personnes de son village ne peuvent y trouver place. Ils couchent dehors.

Cette surpopulation est notamment due à une décision du gouvernement pakistanais selon laquelle, le camp ayant atteint sa taille maximale, les nouveaux réfugiés doivent se déplacer dans un autre secteur pour être enregistrés.

Plutôt que de recevoir des tentes et leur ration quotidienne de nourriture, les Pashtous veulent rester entourés de leurs parents et de leurs voisins. « *Il nous faut partager les rations en trois et plus. Personne n'a suffisamment à manger* », dit le malik. L'eau prévue pour 12 000 personnes, grâce à un forage financé par l'aide internationale, pose également un problème aigu de ravitaillement pour les surnuméraires.

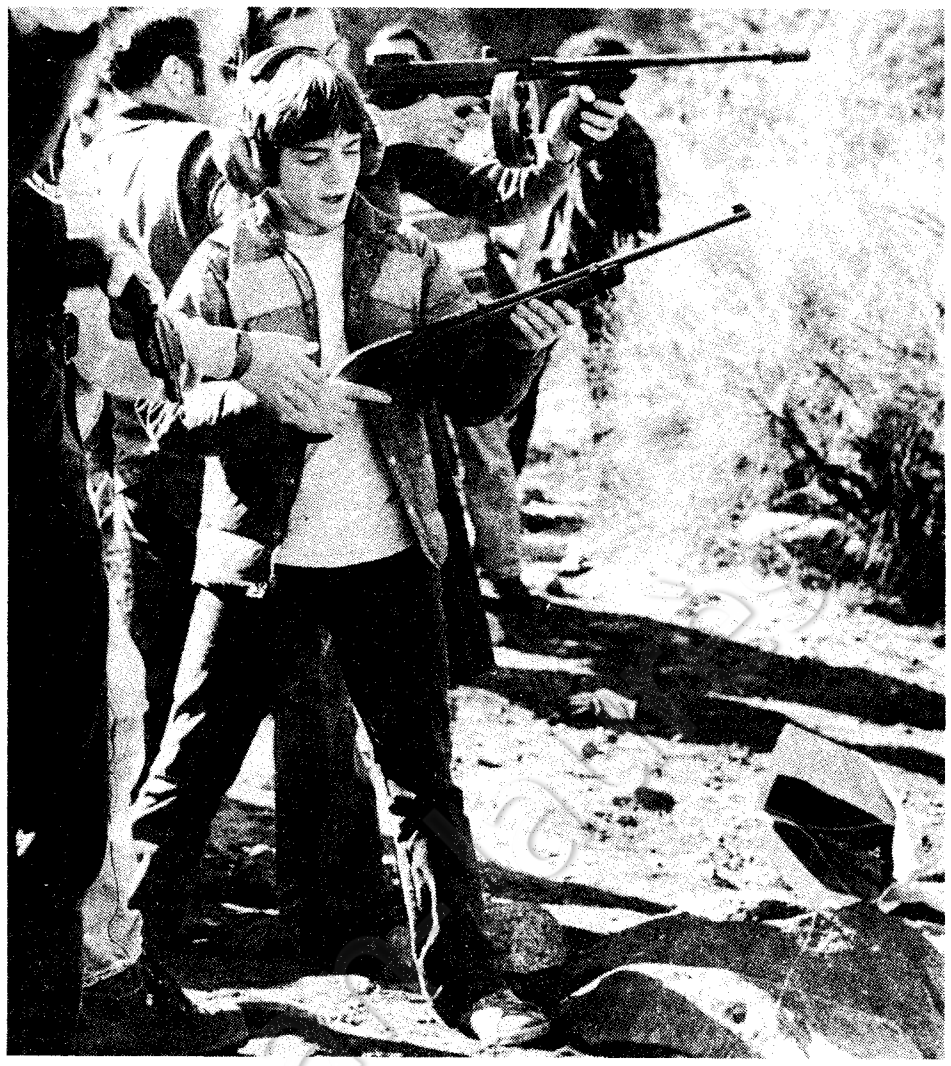
« *Les femmes se battent pour avoir accès au puits et l'une d'entre elles a été tuée au cours d'une bagarre* », affirme le malik.

L'antenne sanitaire du Croissant rouge saoudien, dont l'implantation constitue l'amélioration la plus visible apportée au camp en une année, indique que de très nombreux réfugiés qui se résignent à boire l'eau du canal voisin sont soignés pour dysenterie. L'autre affection dominante est la tuberculose.

En revanche, le froid n'a plus fait de victimes comme durant l'hiver 1980, où une vingtaine d'enfants habitant dans des huttes de bois auraient succombé à des bronchites.

Selon l'infirmier du Croissant rouge à Nasir Bagh, les problèmes d'alimentation viennent aussi de ce que « *les chefs traditionnels perçoivent les denrées pour la totalité de leur clan et les redistribuent ensuite selon leur bon plaisir* ». Pour éviter que le lait en poudre destiné aux enfants, souvent sous-alimentés, ne soit revendu sur les marchés, le Haut-Commissariat aux Nations unies vient de faire l'acquisition d'appareils baptisés « vaches mécaniques ».

Ces distributeurs, qui reconstituent et conservent le lait, sont « *un moyen onéreux mais efficace pour que le lait parvienne bien aux petits Afghans* », dit Roman Kohaut, responsable de l'antenne du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies pour le Pakistan.



# Essor des milices privées aux USA

*Ces hommes et ces femmes de Los Angeles qui s'entraînent au tir sont des membres de la Ligue de défense juive. La montée de l'anti sémitisme aux Etats-Unis est telle que les juifs sont de plus en plus nombreux à rejoindre les rangs de cette organisation d'auto défense.*

*Créée en 1968, à New York, par le rabbin Kahane, la Ligue s'est considérablement développée, depuis, dans tout le pays. A Los Angeles, notamment, elle se montre particulièrement active, organisant des rondes de nuit, des stages de karaté et surtout des séances d'entraînement aux armes à feu. Les membres de la Ligue apprennent en effet à se servir de carabines 22 long rifle et de pistolets 357 magnum. Les cibles sont des croix gammées ou les lettres KKK (Ku Klux Klan). La Ligue rencontre un grand succès dans cette ville où est concentrée la deuxième communauté juive du pays, après celle de New York. Toutefois, la majorité des organisations juives désapprouve l'action de la Ligue.*

*La profusion des milices para militaires aux Etats-Unis s'explique sans doute par l'escalade de la violence. Mais on peut redouter que l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan ne favorise l'essor de ce genre d'organisation musclée.* (Photo Gamma)

L'ONU choisira cette année son nouveau secrétaire général

# La réélection de Waldheim en bonne voie...

*...malgré de fortes résistances aux Etats-Unis*

KURT WALDHEIM, qui termine à la fin de cette année un double mandat de dix ans au poste de secrétaire général de l'ONU, n'a pas encore fait savoir s'il serait candidat à la réélection.

Cependant, à sept mois de la session régulière de l'assemblée des Nations unies, à l'ordre du jour de laquelle figure la nomination du secrétaire général, les observateurs s'accordent à constater que Waldheim se comporte en candidat. Ils vont jusqu'à prédire qu'il sera réélu, malgré l'opposition croissante qu'il rencontre aux Etats-Unis.

Le chef de la diplomatie et de l'administration onusienne a été en butte, depuis plusieurs mois, à des critiques provenant de diverses directions. Les attaques les plus soutenues émanent des milieux pro-israéliens, aux Etats-Unis, qui reprochent à Waldheim de s'associer personnellement aux très fréquentes condamnations d'Israël prononcées par les divers organes de l'ONU.

Le secrétaire général ne cache pas que sa conception d'une paix durable au Moyen-Orient passe par une association de l'OLP à tout processus de règlement.

Ces critiques alimentent une campagne aux Etats-Unis contre l'ONU. Les Américains qui ont porté Ronald Reagan à la Maison-Blanche accusent celle-ci d'affaiblir, sinon de trahir, les intérêts américains.

Waldheim a fait récemment plusieurs déclarations pour souligner que le problème du Moyen-Orient n'était qu'un des aspects des activités de l'ONU. Il a tenu, devant la résolution du sommet islamique de Taef, qui a réclamé la suspension d'Israël de l'assemblée générale, à réaffirmer la valeur absolue du principe de l'universalité de l'organisation.

Dans un autre domaine, après une émission de la télévision ABC qui l'accusait d'avoir déformé et affaibli la position de Washington, en vue de négociations pour la libération des otages américains, lors de sa visite houleuse à Téhéran, en janvier 1980, Waldheim a multiplié communiqués, interviews et conférences de presse pour réfuter ces accusations. Fort de l'appui public de l'ex-président Carter et de son équipe, il a rappelé ses efforts incessants pour essayer de résoudre la crise iranienne.

Une troisième critique contre Waldheim a trait à son rôle d'administrateur du secrétariat de l'ONU, où un scandale a récemment révélé des exemples de corruption et de trafic d'influence. Waldheim a chargé un des hauts-fonctionnaires les plus respectés de l'ONU d'une enquête et a procédé à quelques remaniements. Mais un malaise demeure et Waldheim est jugé trop enclin à délaisser ses fonctions administratives en faveur de son activité politique et diplomatique.

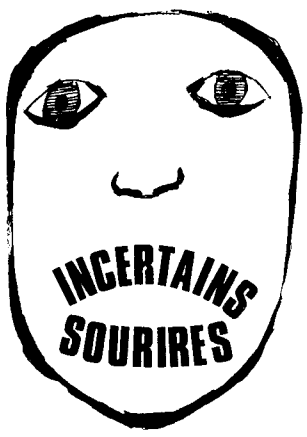
Toutes ces critiques pourraient affaiblir ses chances de reconduction dans ses fonctions si sa position n'était pas solide et s'il avait des rivaux sérieux. Tel n'est pas le cas, du moins actuellement. Waldheim est l'homme du consensus et du compromis. Sa pratique de la diplomatie classique, de préférence discrète, son souci d'éviter les affrontements, sa formation politique dans un pays statutairement neutre (l'Autriche) lui ont évité les crises auxquelles s'étaient heurtés ses prédécesseurs européens dans leurs rapports avec Moscou. Les pays occidentaux ont soutenu sa candidature dans les élections de 1971 et de 1976.

## *Le tiers monde*

Celle-ci doit passer en effet par les fourches caudines du conseil de sécurité, où les cinq membres permanents ont le droit de veto. Waldheim avait été le seul candidat à recueillir la majorité nécessaire et le vote des membres permanents. La situation paraît la même aujourd'hui.

Certes, les pays du tiers monde, bien que Waldheim s'associe à leurs aspirations, préféreraient un secrétaire général issu de leurs rangs. Mais il semble peu probable que les groupes régionaux se mettent d'accord sur un candidat, qui, en outre, aurait l'appui des cinq membres permanents. Tel est le cas de Salim Salim, ancien président de l'assemblée générale et ministre des Affaires étrangères de Tanzanie. Pour Moscou, il a des liens trop étroits avec Pékin, tandis que, du côté de l'administration Reagan, on rappelle surtout ses efforts en faveur de l'indépendance de Porto Rico et de l'élection de Cuba au conseil de sécurité.

Pour laisser la porte ouverte, Waldheim, disait-on récemment, pourrait solliciter un mandat plus court que les cinq ans traditionnels.




## ON TRANSPORTE MAL LES CHEVAUX

La SNCF et la Bundesbahn allemande traitent mal les chevaux exportés de Pologne en France à travers la République fédérale, vient de statuer à Genève la Cour internationale de justice des droits de l'animal. Cette instance, dépendant de l'Organisation des Nations animales unies, créée en novembre 1979 par l'écologiste suisse Franz Weber, s'était elle-même saisie de ces conditions de transport, qualifiées d'« inhumaines ». La France n'était pas représentée lors de l'audience de conciliation, le président de la République ayant écrit pour promettre que *« toutes les mesures nécessaires seraient prises »* afin de mettre un terme à cette situation.

## UN TRESOR DANS LE PETRIN

Une marmite et une amphore bourrées de pièces d'or et d'argent ont été découvertes lors des travaux d'agrandissement de l'une des principales boulangeries de Saint-Tropez, dans le Var. Trouvés dans une sorte de niche à l'intérieur d'un mur, les récipients semblent y avoir été cachés au milieu du siècle dernier puisqu'ils contiennent 3 kilos de louis d'or datés de 1830 et des pièces d'argent plus anciennes encore. L'heureux inventeur de ce trésor, M. Montalto, n'a pas annoncé s'il vendrait désormais la baguette à 1 franc.

## MUNICIPALITE PUBLIPHOBE

La municipalité socialiste de Quetigny, dans la banlieue de Dijon, en Côte-d'Or, donne l'exemple d'une action énergique contre les publicités abusives qui dénaturent l'environnement. Un panneau de 24 mètres carrés, apposé sur la façade d'une vieille ferme par la société Publicité routière automobile, a été en premier lieu enlevé par des employés municipaux, en application d'un arrêté lui-même fondé sur la loi de 1979 contre la prolifération publicitaire.

## UN CANARD DISSIDENT

Quatre mille kilomètres, à vol d'oiseau, c'est la distance que semble avoir parcourue le palmipède bagué à Moscou capturé l'autre jour sur l'étang du parc de vision de Sainte-Croix, en Moselle. C'était un canard blanc.

## MOINS DE DANOIS

Il y aura moins de 5 millions de Danois l'année prochaine, annonce le professeur Matthiessen, démographe à l'université de Copenhague. Ce spécialiste révèle en effet que l'augmentation de la population a été moindre que prévu en 1980 (moins de 2 000 naissances en excédent au lieu des plus de 10 000 attendues) et que la tendance à la croissance démographique risque même de s'inverser l'an prochain, pour la première fois depuis le début du siècle. Le professeur n'a proposé aucune explication à ce refroidissement de la natalité scandinave.

## AMENDES SUR CANIVEAUX

Parisiens, si vous négligez de « lui apprendre le caniveau », vous risquez de vous voir dresser bientôt procès-verbal par la force publique. Un sondage, réalisé par la SOFRES sur commande de la mairie, révèle en effet que près des trois quarts des habitants de la capitale sont favorables à ce que des sanctions sévères soient prises contre les propriétaires d'animaux qui commettent des « infractions aux règlements d'hygiène ».

Quelque 77 % des 800 personnes jugées représentatives qui ont été interrogées entre les 22 décembre et 12 janvier derniers estiment que la « pollution canine » constitue la principale atteinte à la propreté de la cité. Le problème paraît d'autant plus inquiétant que Paris compte déjà un chien pour trois habitants.

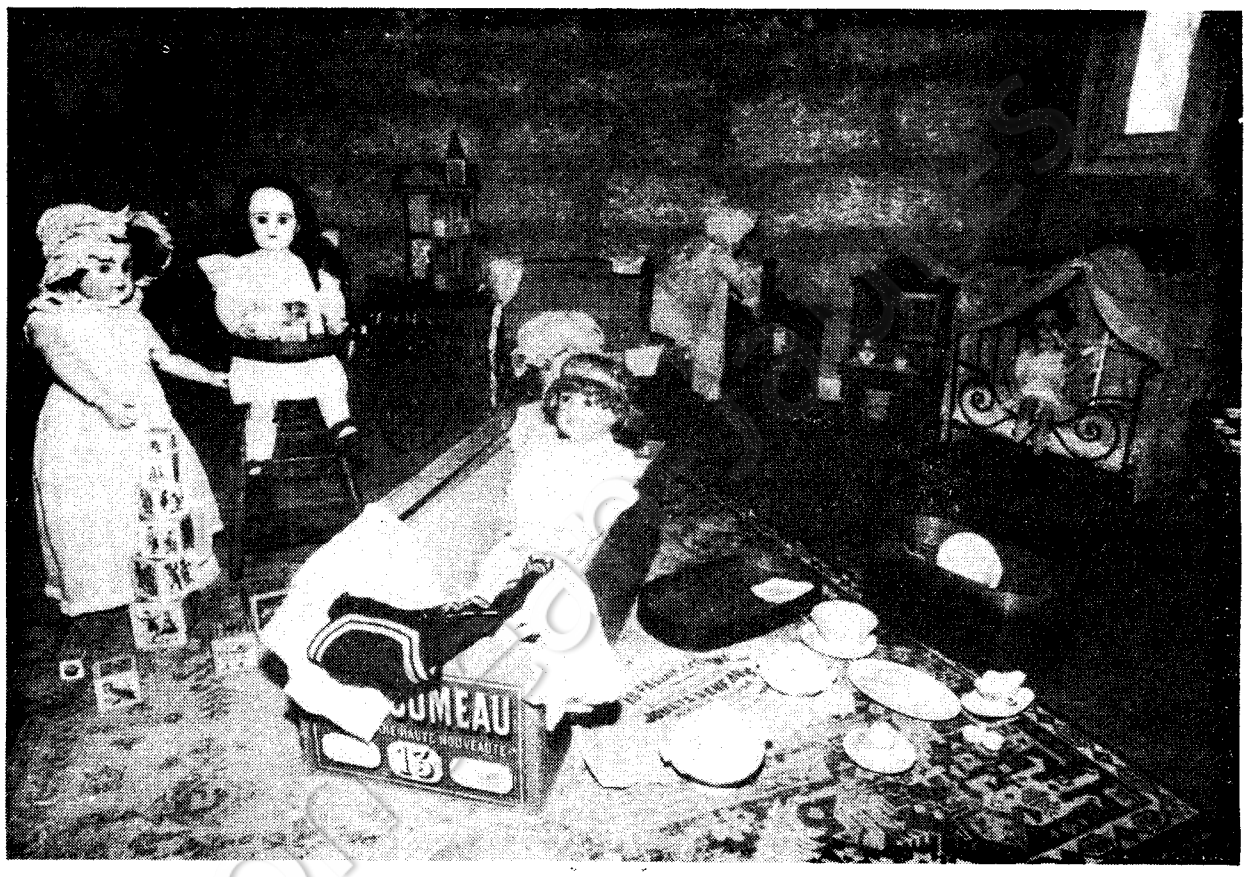
## LE TESTAMENT DU BEATLE

Plus d'un milliard de francs par jour, tel est le revenu de la fortune léguée à sa veuve et à son fils par John Lennon, assassiné par un forcené, le 9 décembre dernier à New York. Selon les clauses du testament établi par le musicien milliardaire le 12 novembre 1970, la moitié de ses avoirs, estimés à 1,5 milliard de francs, devrait revenir à son épouse japonaise Yoko Ono. L'essentiel de ses biens répartis en Angleterre et au pays de Galles, évalués à 27 millions de francs, formerait l'héritage de Julian Lennon, le fils qu'il avait eu d'un précédent mariage et qui vient d'atteindre dix-sept ans. Le reste de ce pactole sera confié à un « trust », fonds d'investissement géré par Yoko, qui en percevra également les dividendes.

**LISEZ-NOUS**
**ECRIVEZ-NOUS**
**ABONNEZ-VOUS**

LOISIRS

# Les ludothèques prennent les jeux d'enfants au sérieux



« La poupée, elle habite ici... »

**Plus de trois cents projets sont en cours, mais cent soixante-quinze fonctionnent réellement. L'Association des ludothèques françaises, qui vient de tenir son assemblée générale, est parvenue à en regrouper quatre-vingts. Beau succès, pour une institution relativement récente, dont la diversité est un facteur d'enrichissement mais parfois aussi une faiblesse.**

EN fait, tout a commencé à Dijon. M. L'Huillier, directeur de l'Association bourguignonne culturelle (ABC), avait fait un voyage au Danemark. L'idée de prêter des jouets aux handicapés l'intéressait. Il s'était dit : si en France, dans ma ville, j'élargissais ce principe à tous les enfants ? Il lui faudra attendre six ans, de 1962 à 1968, pour y parvenir.

Selon toute vraisemblance, c'est en effet aux Indes, au fond d'un ashram, que l'idée a pris corps. Mais on en a parlé sérieusement qu'à partir de 1934 à Los Angeles, aux Etats-Unis. Une Danoise, résidant là-bas, exporte l'idée en 1959 au Danemark.

En 1967, une mère d'enfants handicapés a jeté les bases de la première ludothèque britannique. Aujourd'hui, on en compte cinquante outre-Manche. Les ludothèques municipales — à côté de celles, plus nombreuses, destinées aux seuls handicapés et de celles intégrées à une école, un dispensaire ou un hôpital — s'adressent à tous.

Mais l'implantation dans un quartier répond le plus souvent aux mauvaises conditions de logement de ses habitants, aux cas sociaux (père absent ou alcoolique) ou à divers cas d'espèces (travailleurs étrangers, déracinés). Des « ludobus » sont même mis en service et les visites s'accomplissent suivant une liste dressée par l'école, les médecins et les travailleurs sociaux. Même démarche en République fédérale allemande où la « Spiellotheck » rompt l'isolement des ruraux.

### *« Cette poupée habite ici »*

La France tente pour l'heure cette expérience. M. Balvet, jeune enseignant détaché auprès de l'Association des pupilles de l'Enseignement public, « arrose », au volant de sa camionnette, les communes du Mâconnais. L'instituteur sert de relais dans chaque village. C'est lui qui est responsable.

Le choix du jouet — on ne peut emporter qu'un seul jouet — et le respect de la date de son retour sont des règles essentielles de toute ludothèque. Les objets les plus chargés affectivement comme les poupées sont normalement bannis du circuit de prêt. Certaines petites filles pleurent, mais on les console en leur disant : « *Tu la retrouveras demain ; cette poupée habite ici ; c'est sa maison, elle ne peut en sortir...* »

A la ludothèque, les différences d'âges ou de sexes ont tendance à s'estomper. On verra telle charmante fillette jouer avec un établi et visser des boulons ; tel petit garçon réclamer une poupée. Du même coup, l'enfant commence à voir dans ses parents non point de simples géniteurs « avec rapports hiérarchiques à la clef », mais de « grands copains ». A Villeneuve-d'Ascq, près de Lille, Mme Pinchon remarque ainsi que, de jour en jour, des parents louent pour eux-mêmes des jeux. Et ils s'amusent sur place avec leurs enfants. Le regard de l'enfant devient une « attache de tendresse », de confiance. L'écoute du père et de la mère s'en trouve renouvelée, régénérée.

### *Humaniser la cité*

L'implantation d'une ludothèque intéresse évidemment au premier chef les municipalités. Cette institution leur permet d'être plus proches de leurs concitoyens, mais aussi d'humaniser la cité. Mme Pinchon se montre particulièrement fière de son « grenier » dans lequel est enchâssé la ludothèque. « *C'est pour beaucoup d'enfants le seul qu'ils connaissent dans la région.* »

M. Jonard, président de l'Association des ludothèques françaises, a créé dans sa propre commune, à Fontenay-sous-Bois, rien moins que six ludothèques. Une septième est en préparation. Dans certaines banlieues de la région parisienne (à Pontoise, par exemple) c'est la seule structure qui ait résisté et qui permette encore l'intégration des immigrés par le biais de leurs enfants. A Grenoble — une région où les ludothèques sont pourtant déjà légion — la municipalité prépare depuis de longues années un nouveau projet grandiose.

### *Le jouet pour tous*

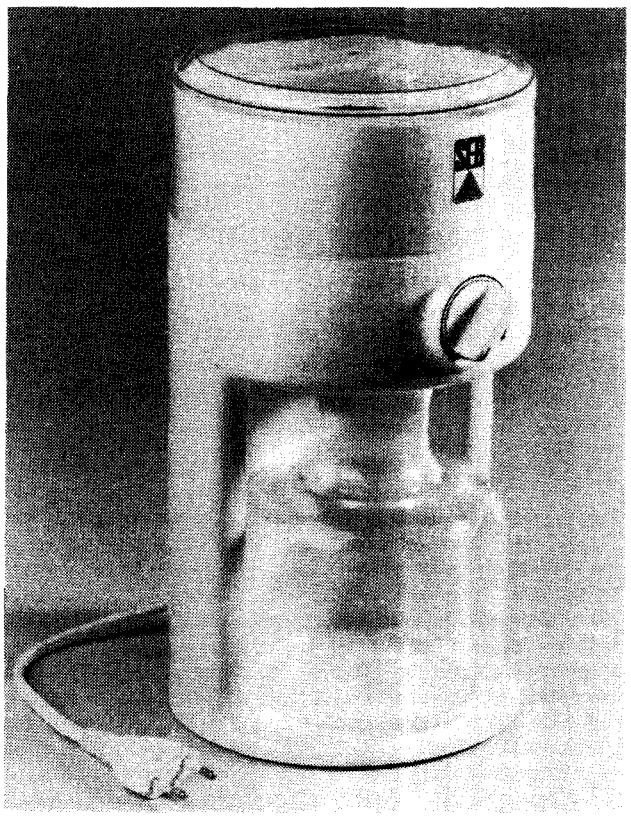
Enfin, il y a le pouvoir des consommateurs. C'est certainement dans cette voie que Mme Auzouy, de la joujouthèque de Lyon, travaille. Collaborant étroitement avec les fabricants elle a jeté les fondations — en partant d'une simple ludothèque avec prêt — du Centre pédagogique du jouet, qui sert en somme de banc d'essai, et qui très scientifiquement, par le crible des tests payants, « juge » les jouets avec acceptation, rejet ou modification de l'article. Par le biais des ludothèques, c'est donc « le jouet pour tous » qui entre dans les mœurs. Avec pour écho cette phrase d'Edouard Séguin qui date d'un siècle : « *Les enfants qui n'ont pas de jouets reçoivent la nature brute et n'atteignent jamais à l'idéal.* »

**Pierre G. BREANT**

# Un purificateur impur?

*L'Institut national de la consommation accuse un appareil ménager de marque Seb.*

**Le purificateur d'eau Seb devient-il, au bout d'un mois d'utilisation, un dangereux piège à bactéries? L'Institut national de la consommation, qui l'a fait tester, l'affirme. Le fabricant s'insurge. Difficile de distinguer le « pur» de l'« impur » dans cette affaire. La justice devra trancher.**



Le purificateur d'eau qui provoque des remous.

LANCÉ l'an dernier par l'inventeur de la « cocotte minute », l'appareil incriminé par l'INC est un « purificateur d'eau » à usage ménager : il filtre l'eau du robinet pour en supprimer le goût et les mauvaises odeurs.

L'Institut national de la consommation fait procéder à un premier essai en laboratoire. Il constate que le purificateur, dont la publicité assurait qu'il pouvait traiter jusqu'à 400 litres d'eau, n'est plus efficace à partir de 200 litres. Pire même, le filtre de l'appareil, humide en permanence, crée un milieu favorable au développement des bactéries : au lieu d'assainir l'eau, le purificateur la pollue.

L'institut prépare donc une émission de télévision pour alerter les consommateurs. Avertie, la société Seb lui intente une action en référé pour en empêcher la diffusion. En pure perte : le tribunal donne raison à l'INC et l'émission est diffusée le 24 décembre dernier. Pour plus de sécurité, l'INC procède à une seconde série d'expériences. Il place des purificateurs dans un certain nombre de familles. Le résultat, si l'on en croit l'institut, est encore plus significatif que le test en laboratoire. Installé dans une cuisine, lieu sujet à diverses pollutions, le filtre fixe les bactéries. Au bout d'un mois environ d'utilisation normale, soit pour 30 à 40 litres traités, l'eau filtrée ne répond plus aux normes qui définissent l'eau potable : elle est impropre à la consommation. Dernièrement, sur Antenne 2, l'INC consacre une nouvelle émission « D'accord, pas d'accord » au purificateur en question. Le directeur de l'institut, Pierre Fauchon, conseille aux familles qui le possèdent de ne plus l'utiliser... et demande que fabrication et distribution de l'appareil soient interrompues.

Le producteur de l'appareil récuse les conclusions de l'institut. Seb annonçait jeudi dernier qu'il allait poursuivre l'INC en justice, affirmant que l'appareil ne présente aucun danger tant qu'il est utilisé pour filtrer de l'eau potable. Il appartiendra donc aux juges de dégager le pur et l'impur dans cette histoire d'eau trouble...

**Béatrice LAMARTHE**




**Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie.** (Photo Pierre Laurent Constant/Atelier)

# Propriétaires et locataires dos à dos

PRESSES par la nécessité d'amorcer le difficile dialogue entre propriétaires et locataires, les pouvoirs publics ont pris l'initiative de réunir depuis plusieurs années les représentants d'associations de locataires et de propriétaires au sein d'une « commission permanente pour l'étude des charges locatives et des rapports entre propriétaires et usagers », dite commission Delmon, du nom de son président.

Les travaux de cette commission ont abouti à la signature d'accords dont les principales dispositions sont reprises dans un projet de loi qui sera soumis prochainement au Parlement.

Afin d'encourager le grand public à faire appliquer sans attendre ces dispositions, qui précisent les obligations réciproques des propriétaires et des locataires, le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie vient de publier un guide pratique contenant le texte officiel des « accords Delmon ». Ceux-ci portent notamment sur le contenu du bail et sa durée — fixée depuis le 1er juillet dernier à trois ans au minimum — sur l'état des lieux, le dépôt de garantie et la répartition des charges locatives.

Le ministre serait-il sceptique sur la portée de sa propre initiative ? Alors que 7,5 millions de locataires sont concernés par ces textes, l'ouvrage n'a été tiré qu'à 40 000 exemplaires...

*Le Dossier du locataire* est en vente chez tous les marchands de journaux, au prix de 15 francs.

# L'avocate de Philippe Maurice fait la grève de la faim

MAÎTRE Brigitte Hemmerlin, l'avocate de Philippe Maurice, refuse de s'alimenter depuis son incarcération, indique l'un de ses propres défenseurs, Me Thierry Lévy. La jeune femme, qui avait apporté un paquet contenant l'arme avec laquelle le condamné à mort a blessé grièvement un gardien, entend protester ainsi contre les violations du secret de l'instruction.

Inculpée de complicité de tentative d'assassinat et de complicité dans une tentative d'évasion avec violence, Me Hemmerlin s'élève également « *contre la manière dont a été menée son interrogatoire* » : elle se plaint en particulier de ce que, pendant ses quarante-huit heures de garde à vue, les policiers l'auraient « cuisiné » plus de trente heures et ne l'auraient même pas laissée seule aux toilettes. Elle s'indigne des informations à son sujet publiées dans la presse et réclame sa mise en liberté immédiate.

« *Le juge d'instruction de Créteil ne semble pas disposé à ordonner sa libération conditionnelle,* ajoute Me Thierry Lévy; *c'est pourquoi nous lui avons conseillé de cesser sa grève de la faim rendue dangereuse par l'insuffisance cardiaque dont elle souffre.* »

Le conseil de discipline de l'Ordre des avocats envisagera le 10 mars l'éventualité de sa suspension. La Fédération nationale des unions de jeunes avocats, de son côté, déclare qu'elle « *ne saurait tolérer qu'après la suspicion, l'opprobe et le discrédit soient jetés sur une profession tout entière, au motif qu'un membre de cette profession a, semble-t-il, gravement transgressé les règles de son Ordre en confondant défense et complicité* ».



# Des sous pour Bidalou

NE percevant plus aucun salaire depuis sa révocation, le 8 février dernier, par le Conseil supérieur de la magistrature, l'ancien juge Jacques Bidalou bénéficie heureusement de la solidarité de ses collègues du Syndicat de la magistrature. Mais les ressources de ce dernier ne suffisent pas pour mener le combat en faveur de la réintégration de l'ex-juge avec toute l'ampleur qu'il mérite. C'est pourquoi le Comité de défense du juge Bidalou lance une vaste campagne de souscription nationale, sur le thème : « *Dix francs chacun pour une justice indépendante.* » Des bons de soutien peuvent être réclamés au siège de l'association, au bureau 1 de l'hôtel de ville, 57700 Hayange, où les contributions doivent être adressées par chèques, mandats ou virements directs au compte-chèque postal de Jean-Pierre Hun : CCP 2 547 92 A Nancy.

## Affaire de l'Espelidou: deux nouvelles inculpations

Neuf mois après la condamnation à dix ans de réclusion criminelle du père René Fabre, pour sa responsabilité dans la mort d'Isabelle Le Menach (morte étouffée à treize ans dans une sorte de camisole de force en février 1976), deux nouvelles inculpations ont été prononcées par le parquet de Montpellier.

Il est notamment reproché à Mgr Théron qui assistait fréquemment à la messe et connaissait les « méthodes pédagogiques » du père Fabre, de ne pas être intervenu. Les même griefs sont reprochés à Mlle Barthélemy, l'une des collaboratrices du père Fabre.

# Coup de pompe à Ris-Orangis

LES parents d'élèves de Ris-Orangis, dans l'Essonne, ne sont pas contents du tout. Depuis plusieurs mois — et même plusieurs années — ils sont entrés en conflit avec leur municipalité à propos de la sécurité dans les écoles de la ville.

Le groupe scolaire Guerton manque de place, au point que la centaine de jeunes élèves des classes maternelles mangent et dorment dans leurs salles de classe. De plus, le directeur de l'école a demandé depuis longtemps à la municipalité de lui céder un terrain limitrophe pour en faire un terrain de sports. En 1978, les parents d'élèves apprennent que ce terrain convoité a été vendu par la municipalité pour la somme de 27000 F à Total qui veut y construire une station-service.

Les parents d'élèves de Ris-Orangis se sont constitués en comité de parents d'élèves. En dépit de leurs actions auprès du maire communiste Daniel Perrin, du préfet et des différentes administrations concernées, les parents d'élèves ont constaté que les travaux avaient commencé le 23 février dernier. Furieux, ils ont décidé de passer à l'action pour montrer que, à défaut de pétrole, ils ont des idées.

**Abonnez-vous à *Combat socialiste***

## La haine propre?

*ANCIEN joueur de football américain, ancien journaliste sportif, ancien acteur de cinéma mais actuel président des Etats-Unis, Ronald Reagan a fait lundi, au* Washington Post, *une déclaration musclée selon laquelle le sport est une* « sorte de haine propre ».

*Toujours selon le premier Américain, une rencontre sportive serait la* « dernière possibilité qu'offre notre civilisation d'une bonne empoignade physique entre deux hommes sans qu'ils soient pour cela en guerre », *et Ronald Reagan de conclure ainsi sa méditation sur le sport :* « C'est l'activité humaine la plus proche de la guerre qui ne soit pas mortelle. »

*Au moment même où le président des Etats-Unis donnait son interview, un boxeur américain âgé de vingt-quatre ans décédait dans un obscur hôpital de Pennsylvanie. Il avait, la veille, et si l'on ose dire coup sur coup, disputé deux combats.*

*Propre ou pas, Ronald Reagan devrait mieux apprendre à se méfier de la haine.*

**Jean WEBER**

## AU SPRINT

• **Boxe : décès accidentel de Vincent Kafoa**. Le meilleur boxeur poids lourds calédonien s'est tué samedi dans un accident de la circulation, près de Nouméa. Champion de France amateur en 1977, Vincent Kafoa passa professionnel l'année suivante. Il avait disputé un championnat de France contre Lucien Rodriguez en mai 1980. Vincent Kafoa, marié et père d'un enfant de sept ans, était âgé de trente ans.

• **Tennis : handicapée depuis deux mois** par un nerf sciatique douloureux, l'Américaine Tracy Austin a abandonné lundi le tournoi féminin de Los Angelès.

• **Rugby : la commission des règlements de la Fédération française**, à la suite de l'arrêt du match de championnat Montchanin-Angoulême, a donné match perdu, avec zéro point, à Montchanin et match gagné, avec trois points, à Angoulême.

La rencontre avait été arrêtée à la 70e minute par l'arbitre à la suite du refus d'un joueur montchaninois, Gilbert Genevois, de quitter le terrain. Comme le prévoit le règlement en la matière, Montchanin est pénalisé de deux points au classement. Compte tenu du point perdu pour quatre joueurs suspendus, le club bourguignon se trouve relégué dans le groupe « B » pour la saison prochaine.

• **Cyclisme : les six jours de Hanovre** ont été remportés lundi par Roman Hermann, du Liechtenstein, et par son coéquipier ouest-allemand Horst Schutz.

### QUARTS DE FINALE DES COUPES EUROPEENNES

**Coupe des clubs champions :** Bayern Munich (RFA) - Banik Ostrava (Tch). Spartak Moscou (URSS) - Real Madrid (Esp). Liverpool (Ang) - CSKA Sofia (Bul). Inter Milan (Ita) - Etoile Rouge Belgrade (You).

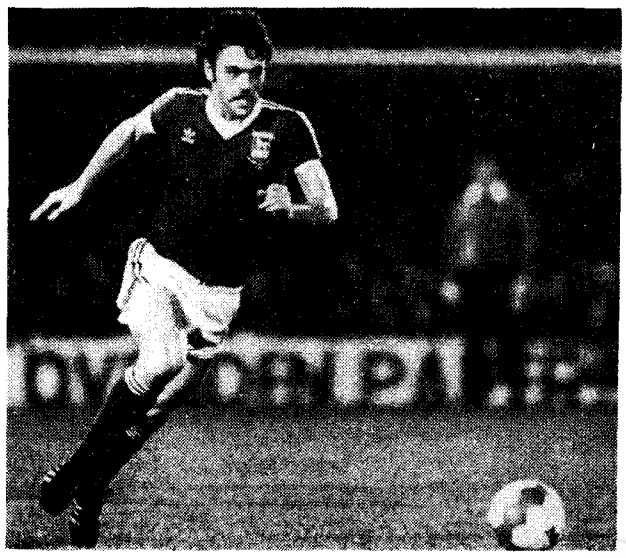
**Coupe des vainqueurs de coupe :** West Ham (Ang) - Dynamo Tbilissi (URSS). Fortuna Dusseldorf (RFA) - Benfica Lisbonne (Por). Slavia Sofia (Bul) - Feyenoord Rotterdam (P-B). Carl Zeiss Iena (RDA) - Newport (Galles).

**Coupe de l'UEFA :** Grasshoppers Zurich (Sui) - FC Sochaux (Fra). Standard Liège (Bel) - FC Cologne (RFA). Saint-Etienne (Fra) - Ipswich Town (Ang). AZ'67 Alkmaar (P-B) - Lokeren (Bel).

RENAULT
Abbé Groult
Automobile - Concession
Bernard Prunier
107, rue de l'Abbé Groult
Paris 15 (Mo Convention) Tél. 532.71.20
sur 7000 m2
- Le service Renault
- Exposition de la gamme Renault
- Le crédit Renault
- L'après-vente Renault
- Les occasions Renault (garantie or)
- Une équipe de 80 personnes

# La chance des Français

*Mercredi soir en Coupe d'Europe, face à Sochaux et à Saint-Etienne, deux clubs inégalement préparés*





John Wark (à gauche) d'Ipswich et Claudio Sulser de Zurich. Ces hommes sont dangereux. (Photo SAM).

**Mercredi soir, aux quatre coins du Vieux Continent, les clameurs du public vont retentir dans les stades de football. La Coupe d'Europe nous revient avec ses émotions, son suspense, ses exploits et ses énormes enjeux financiers.**

**Parmi l'élite des clubs européens, deux équipes françaises sont encore en lice en Coupe de l'UEFA. Saint-Etienne reçoit Ipswich Town, tandis que Sochaux se rend à Zurich. Leurs tâches s'avèrent délicates.**

L'ADVERSAIRE des Stéphanois est redoutable. Les partenaires de Lopez n'ont pas été gâtés par le sort qui leur a désigné Ipswich. Les Anglais caracolent en tête de leur championnat. Seul Aston Villa est en mesure de leur résister. Liverpool, troisième du classement, est relégué à huit points !

Samedi dernier, les joueurs de Bobby Robson ont « atomisé » Coventry 4 à 0. Amalgame réussi d'internationaux anglais, écossais et hollandais — seul le gardien de but Cooper n'est pas international —, Ipswich est un ensemble expérimenté. Les défenseurs Mills, Osman, Beattie et Butcher forment un rempart solide. Mais le point fort de l'équipe est, sans nul doute, le milieu de terrain composé des deux Néerlandais, Muhren et Thijssen, et surtout de John Wark, deuxième meilleur buteur du championnat anglais.

La division offensive est animée par Mariner et Brazil, deux joueurs à ne pas laisser s'échapper. Faut-il rappeler que, lors des trois tours précédents, Ipswich a inscrit treize buts à domicile face à Salonique, Prague et Lodz.

Confrontés à un tel obstacle, les Stéphanois vont devoir produire leur meilleur football. Avec quatre victoires consécutives en championnat de France, les « Verts » sont en forme, et ils ont les moyens de bousculer les Anglais. Par leur vivacité et leur ingéniosité, Paganelli et Rousséy, bien appuyés par Platini et Larios, peuvent prendre un avantage décisif dès le match aller.

Sochaux aborde la Coupe d'Europe dans de tout autres dispositions. Septième du championnat, sans illusion sur une éventuelle qualification en Coupe UEFA pour l'an prochain, les Franc-Comtois ont une tâche difficile en seizièmes de finale de la Coupe de France face à Monaco. C'est dire l'importance qu'accordent Fauvergue et René Hauss aux matchs contre Zurich. Diminués par diverses blessures, Djaadaoui et ses partenaires effectuent un championnat en demi-teinte et se sont repris samedi en allant vaincre Angers 2 à 1. Sur leur performance réalisée au tour précédent face à Francfort, les Doubistes peuvent écarter les Suisses, mais sont-ils dans la même forme ? Mercredi soir, les défenseurs sochaliens devront préserver leur cage face aux attaques zurichoises menées par Claudio Sulser et Zanetti, qui seront aidés par l'espoir Pfister. Les Grasshoppers, qui ont successivement éliminé Copenhague, Porto et surtout l'AC Torino, occupent la deuxième place de leur championnat à deux points du vieux rival, le FC Zurich, et viennent de reprendre la compétition après la trêve hivernale. L'excellent gardien Berbig et ses camarades ont-ils le rythme de quatre-vingt-dix minutes de Coupe d'Europe dans les jambes ?

En rentrant sur le terrain du Harsturm, les Sochaliens devront se souvenir de Bastia qui avait éliminé les « Sauterelles » de Zurich en 1978, lors des demi-finales de la même compétition.

**F. CHIOCCA**

• *A voir sur Antenne 2, à 20 h 30 : Saint-Etienne-Ipswich.*

# Oublier Kopa

*Comment le basket a remplacé le football dans le cœur des Rémois*

COMBLE d'ironie, c'est à une centaine de mètres seulement de ce qui fut le creuset du football français dans les années 1950, que se tiennent désormais les rendez-vous sportifs de la cité champenoise. Et la vieille carcasse du stade-vélodrome, qui vibre encore au souvenir de tant de « grands soirs », semble ne pas comprendre l'indifférence de ce long cortège de jeunes supporters qui défile sous ses yeux, sans s'arrêter, ni même lever la tête. Seuls les plus vieux ne peuvent s'empêcher de ralentir quelques instants, par regret peut-être, par habitude sûrement, comme on fait à l'église aux stations du chemin de Croix, et puis, vite, ils pressent le pas, pour se faire pardonner, parce qu'il fait froid, et qu'il ne faut pas être en retard au match.

Les héros dont on parle aujourd'hui, aux abords de la place d'Erlon, ne s'appelle plus Kopa, Fontaine, ou Piantoni, mais Pastres, Gregg, Sauret, Gozewski (ouf, un nom qui rappelle le football !). L'adresse des mains a remplacé celle des pieds, l'espoir ne vient plus des rugueux Polonais, mais des géants américains, le basket a remplacé le roi football.

En s'assurant, samedi soir, dans le magnifique complexe sportif René-Tys, une victoire capitale sur les Nordistes de Berck (80-74) emmenés par le vétéran Caulier, le Reims Champagne Basket est d'ores et déjà assuré de disputer les matchs de barrage pour l'accession au championnat de France de basket, nationale I.

Les Champenois ont beaucoup d'atouts pour réussir dans leur entreprise : une équipe jeune et ambitieuse qui a montré qu'elle savait se surpasser dans des moments difficiles (plusieurs fois menés à la marque par les Nordistes, les Rémois ont su chaque fois accélérer quand il le fallait) ; un entraîneur, Gérard Bosc, dont on connait la valeur ; enfin, un public d'ordinaire moins prompt à s'émouvoir et à manifester son enthousiasme, mais survolté à l'idée de recevoir peut-être un jour Villeurbanne, Tours, Caen et autres.

**Philippe MARTIN**

THEATRE

# Caligula imperator minus

DECIDEMENT, il y a quelque chose qui ne va pas au royaume du Jeune Théâtre national. Après le massacre, l'an dernier, de *Macbeth* (dans une mise en scène de Jacques Rosner), il récidive aujourd'hui avec *Caligula*, de Camus.

Bien sûr, Camus n'est pas Shakespeare, et son théâtre mérite bien qu'on le brutalise un peu. Littéraire en diable, avec des allures de cours magistraux, il est souvent plus agréable à la lecture que sur un plateau. Soit. Mais tout de même, il est des bornes à ne pas franchir. Le Jeune Théâtre les ignore avec une superbe qu'il ferait mieux de contenir.

Sur fond de décor intemporel, rehaussé d'un temple romain (ou grec ?), et d'un palmier à la feuille agressive — pour mieux nous dépayser sans doute —, la folie de la démesure se donne libre cours ; non plus dans le texte, mais dans la mise en scène de Patrick Guinand. Esthétisante à souhait et — presque — toujours gratuite, elle multiplie les gadgets et les effets sans but. Caligula (Aurélien Recoing) sombre dans un moulinet de mouvements. Plus aucune beauté, plus aucune grandeur, plus aucune poésie dans cet être désespéré qui, possédant tout et le niant, voulait coucher avec la lune. Tout juste un névrotique. Nu dans un premier temps, le voici qui reparaît en rocker punky. Rock-Caligula, même combat ? Il vocifère, se tord, ricane et braille. Autour de lui, des sénateurs gesticulent, pantins vêtus de complets noirs et chapeaux mous qu'accompagnent des femmes criardes aux tenues sexy...

Pauvre Camus. Le texte se brise. L'humanisme et la révolte paraissent également ridicules. Car l'audace n'y est même pas, la vraie, l'explicative. L'ensemble, avec ses transpositions grossières et son jeu dépressif, vous laisse dans la bouche un mauvais arrière-goût de déjà vu. Alors quoi ? Camus, c'est fini ? Pour Patrick Guinand, c'est sûr.

**Didier MEREUZE**

**Jusqu'au 8 mars : Théâtre de l'Odéon (Paris, tél. 325.70.32) ; 11-12 mars : Théâtre municipal (Orléans) ; 24 au 29 mars : Centre dramatique (Reims) ; 2 avril : Théâtre municipal (Nancy).**




Les coulisses de la télévision

# Figurants disciplinés

QU'ELLES soient littéraires, politiques ou de variétés, les émissions télévisées accueillent très souvent des spectateurs dans leur studio ou sur leur plateau. Un simple décor pour la plupart, une véritable animation pour d'autres.

« Cher public, public chéri », comme le dirait Pierre Desproges aux inconditionnels des « Flagrants délires », sur France-Inter, n'est pas exactement le ton employé au petit écran.

Les émissions littéraires se passeraient plutôt dans le style « bon chic, bon genre ». Et puis c'est une « fleur » que l'on fait aux amis et aux attachés de presse des écrivains en les invitant. Il suffit de regarder « Apostrophes », sur Antenne 2, pour s'apercevoir que ces auditeurs en toile de fond sont inutiles. La discussion animée du plateau retient à elle seule l'attention du téléspectateur. Aussi les silhouettes presque immobiles se contentent-elles de hocher la tête ou de sourire aux interventions des participants, dans le plus profond silence et le plus grand respect.

Il en va de même pour les débats politiques auxquels assiste un comité restreint : la famille de l'invité, des journalistes politiques et quelques étudiants. Ici aussi, c'est du sérieux. Congratulations et bonnes poignées de main. Mais il arrive que le discours politique devienne un tel spectacle que les invités, vivement concernés, se détendent. Quelques rires, quelques applaudissements éclatent alors d'un coin du studio sous le regard désapprobateur des journalistes, très dignes. La politique ferait-elle oublier les bonnes manières ?

Les figurants non moins attentifs du « Grand Echiquier » sont quand même plus disciplinés. Ils semblent toujours attendre le coup d'envoi de maître Chancel pour applaudir, se recueillir ou s'envoler avec la muse Inspiration. On dirait qu'ils ne savent pas très bien s'ils ont affaire à la culture, à la variété ou pourquoi pas à la politique ?

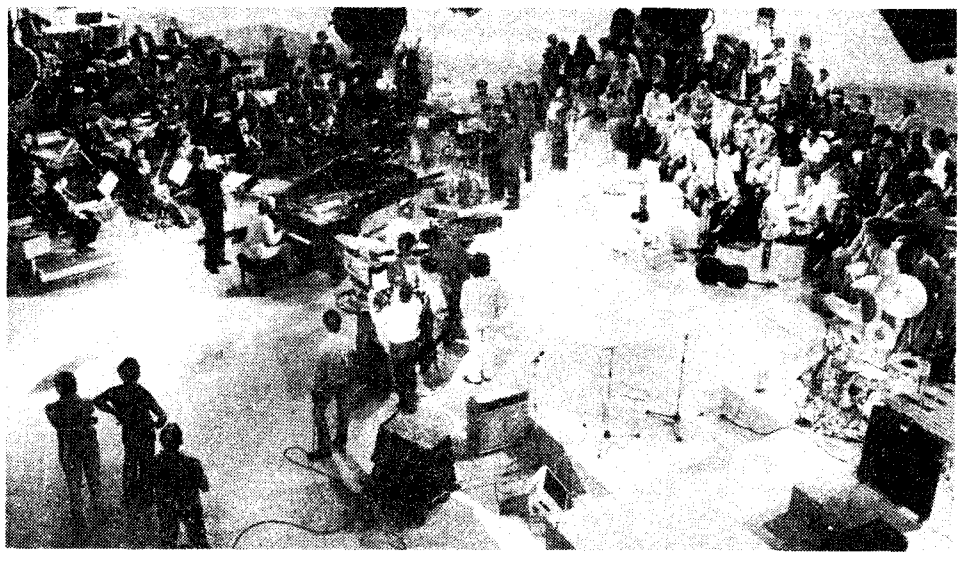
## *Au signal : prière d'applaudir*

Aux variétés, par contre, c'est le défoulement. Dans les studios 101 et 102 de la Maison de la Radio, on attend à bras ouverts les téléspectateurs à qui l'on demande la complicité d'une « claque » soutenue. Comme de nombreux lycéens et des personnes de la France entière, joliment vêtues, se pressent sur les gradins pour voir Danièle Gilbert, Patrick Sabatier ou les vedettes, quoi de plus naturel qu'utiliser ce potentiel de vitalité, cet enthousiasme inné ? Et si l'assemblée manque d'entrain, on l'excitera à grand renfort de gestes, ou bien on n'hésitera pas à brandir une pancarte « Applaudissez » sous le nez ô combien étonné d'une gentille dame qui n'en demandait pas tant. Cela s'est vu à « Midi Première ». Au besoin, une petite bande magnétique d'applaudissements pré-enregistrés là-dessus pimentera le tout.

Moins d'agressivité dans « Avis de recherche », peut-être plus d'humour puisque l'on se contentera de faire répéter trois, quatre, cinq fois, un ridicule générique de quelques secondes en exhortant le public avec des « Encore ! », « Vous pouvez mieux faire ! », « On n'est pas sur Antenne 2... plus fort ! ». Si aucun curieux ne venait prendre son tour d'entrée à la porte des studios, le magnétophone ferait aussi bien l'affaire, comme cela se pratique dans beaucoup d'émissions.

Les coulisses seraient-elles décevantes ? Pas pour le spectateur néophite, tellement fasciné par la technique et la fabrication d'un enregistrement qu'il accepte souvent de jouer le jeu. Mais quel « faire-valoir » ? Donner corps — plutôt cris — à des émissions où le spectacle n'existe pas ou peu. L'intérêt encore moins.

**Mireille DUMAS**



**Sur le plateau du Grand Echiquier, les invités aux ordres de Jacques Chancel.**

EN TROIS MOTS

### *Le mois du comédien à Brest*

Du 3 mars au 4 avril, le théâtre de l'Arrache-Cœur de Brest organise une manifestation sur le thème du comédien. Des pièces de théâtre, des films, des expositions, des stages et des rencontres tenteront de mieux faire connaître le métier de comédien au public. Un programme chargé, avec la participation de sept troupes, amateurs et professionnels, et une vingtaine de films dont *le Dernier Métro* de François Truffaut, *Casino royal* avec les Marx Brothers, *All that jazz* de Bob Fosse...

### Le Nord à Paris

Le théâtre de la Salamandre (Centre dramatique du Nord), fondé à Tourcoing en 1969 par Gildas Bourdet, sera l'invité du Théâtre national de l'Odéon, à Paris, du 12 mars au 5 avril, avec *Britannicus*, de Racine, un spectacle créé en décembre 1979.

Pour Gildas Bourdet, *Britannicus* est l'histoire d'un monstre naissant racontée à une société du XVII[e] siècle qui voit s'implanter en France l'Etat absolutiste, national et centralisé. « *Théâtre sur la politique*, précise-t-il, *il est fascinant et exemplaire pour nous...* »

### Les chansons d'amour de France Léa

Après avoir fait rire à Paris, à Bourges et à Avignon, France Léa est à Paris pour chanter. Des chansons d'amour, surtout d'amour, toujours d'amour ! « *Aimer, elle ne sait faire que ça.* » Pourtant, elle dit aussi de petits textes drôles. Pour faire rire, comme autrefois. Le rire et l'amour, tout un programme ! (A l'Espace Gaîté jusqu'à la fin mars).

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

**Brest.** Mois du comédien : théâtre, cinéma, expositions, stages, forums... *Tel est le menu divers et fort appétissant que propose ce mois, organisé à l'initiative du théâtre de l'Arrache-Cœur. A travers des débats et des rencontres, l'occasion est offerte de découvrir l'envers du décor. De se pencher aussi sur le sort d'une profession au bonheur précaire et fragile.* Jusqu'au 4 avril.

**Mâcon.** Théâtre : *L'Augmentation*, de Georges Pérec, présentée par la Comédie de Saint-Etienne. Mise en scène de Jean-Louis Bonnet. Le 4 mars.

**Millau.** Variétés : *Jules Beaucarne*. Le 4 mars.

**Compiègne.** Variétés : *Anne Vanderlove*. Au Centre d'activité culturelle, le 4 mars.

**Lyon.** Théâtre : *Le Pain dur*, de Claudel, présenté par la compagnie de l'Eventail. Mise en scène de Maurice Attias. Centre dramatique national, jusqu'au 7 mars.

**Hérouville.** Poésie : *Enivrez-vous sans cesse*, spectacle Baudelaire présenté par le théâtre d'Ostrelande, le 4 mars.

ON RECHERCHE

• **Michel Pobers** cherche les œuvres complètes de Diderot et, d'occasion, *l'Encyclopedia Universalis*. Tél. le matin : 633.99.05.

• **Claude Jadelot** achèterait à prix modique le disque 33 tours de Michel Fugain, comportant *le Chiffon rouge* ; album : *la Commune de Paris* par Jean Bruhat (Editions sociales 1970 ; dans la série *les Hommes de bonne volonté* de Jules Romains, les tomes 1, 7, 8, 11, 15, 17, 21, 22, 23, 26 ; dans la série *Trinité* de Léon Uris, le deuxième tome : *Shelley, et Frédéric de Hohenstaufen* de Benoist-Méchin.

**S'adresser à C. Jadelot, c/o M. Moscovici, 33, rue Ledru-Rollin, 94200 Ivry-sur-Seine.**

**Abonnez-vous à «Combat socialiste»**

LIVRES

La première immortelle nous présente Mishima, l'apôtre de la mort

# Yourcenar chez les samouraïs

*Mishima ou la vision du vide de Marguerite Yourcenar*



**Entre Marguerite Yourcenar et Mishima, romancier japonais qui s'infligea une mort atroce, s'établit un dialogue. Deux génies se rencontrent pour contester un miracle industriel qui laisse derrière lui d'inguérissables blessures.**

QU'allait-elle faire dans l'Académie ? soupirent parfois les admirateurs de Marguerite Yourcenar, déçus de voir un esprit aussi libre s'enrôler parmi les porteurs de bicorne. A quoi la grande romancière, soucieuse de sa réputation d'ermite du Nouveau Monde, répond qu'elle n'a jamais, jamais vous m'entendez, quigné ni sollicité les honneurs officiels. Mais que nous importe du moment qu'elle a regagné son île et qu'elle y poursuit, à l'écart des feux de la rampe, l'œuvre qui la rendit immortelle bien avant son élection au Quai Conti.

Révélée sur le tard avec *les Mémoires d'Adrien* (1958), lauréate Fémina avec *l'Œuvre au noir* (1968), Mme Yourcenar met volontiers sa plume au service d'autrui, ce qui nous a valu de magistrales traductions de poètes grecs et de negro spirituals. Rien de ce qui est humain ou du moins littéraire n'échappe à sa culture encyclopédique. Aujourd'hui, la voici qui se tourne vers le Japon pour interpeller Mishima, le dernier des samouraïs. Pourquoi s'est-il donné la mort ? Quelle folie, quel mysticisme poussent donc au suicide un écrivain de quarante-cinq ans, au faîte de la gloire ? Qu'on ne compte pas sur Marguerite Yourcenar pour violer un secret, mais plutôt pour l'éclairer de l'intérieur, à la lumière des écrits, des témoignages qui permettent de reconstituer l'itinéraire du disparu.

## *Un hussard noir*

Né dans une famille bourgeoise, en 1925, il ne connut que par ouï-dire la toute puissance du Japon impérial, son jeune âge lui épargna l'épreuve de la guerre, et ses premiers succès semblent l'avoir distrait des humiliations de la défaite. Attiré par l'Occident, il s'impose très vite comme jeune lion moderne, une sorte de « hussard noir » dont la critique porte aux nues la violence désenchantée. Du *Pavillon d'or* au cycle de *la Mer de la fertilité*, en passant par les *Confessions d'un masque*, chacun de ses romans s'aventure un pas plus loin vers le vide qui l'aspire, ce grand vide bouddhique qui efface tout. Peu à peu, le désespoir latent, la soif d'absolu s'exacerbent au contact de l'ivresse industrielle qui s'empare du pays. Mishima s'élève contre la « *société des ventres pleins* », stigmatise la dictature de l'argent et du matérialisme, dénonce l'« *innocence vendue* » et célèbre le sacrifice inutile des kamikazes « *morts parce qu'un dieu leur a ordonné de combattre* ». Sauvage bataille qui s'arrêta d'un seul coup lorsque Sa Majesté déclara : « *En vérité, je suis moi-même un mortel.* » Comment admettre, comment supporter que « *l'Empereur soit devenu un homme* » ?

Et c'est au cri de « *Banzaï !* », en saluant cet empereur dérisoire, que, le 25 novembre 1970, Mishima s'enfonça dans le ventre le sabre antique choisi pour l'occasion. Devant lui, dans la cour de la caserne où il a réussi à s'introduire avec ses compagnons, des soldats bouche bée croient assister à quelque hara-kiri du cinéma. Qui le message atteindra-t-il ? A première vue, personne. Le premier ministre déplorera ce « *geste fou* ». Le père du supplicié gémira à la radio : « *Que d'ennuis il va me causer !* » Seule la mère prononcera un semblant d'éloge funèbre : « *Ne le plaignez pas. Pour la première fois de sa vie, il a fait ce qu'il désirait faire.* »

A présent, il appartient à la légende, qui le range parmi les romantiques attardés, comme un frère fascisant de Musset, ou un petit cousin des cadets de l'Alcatraz qui expiraient en hurlant : « *Viva la Muerte !* » Mais, derrière ces images d'Epinal, Marguerite Yourcenar distingue une fièvre dont l'ardeur brûle les terroristes de tout bord. Ainsi l'anachronique Mishima, prophète et martyr de l'absurde, fait-il figure de précurseur.

**Gabrielle ROLIN**

Gallimard, 125 pages.

LIVRES

# Un pèlerinage brésilien

*«Les Noms de la tribu» de Conrad Detrez*



Les lecteurs du romancier belge Conrad Detrez (prix Renaudot 1978 pour *l'Herbe à brûler*) connaissent sa passion pour le Brésil. Passion amoureuse, passion sensuelle, passion politique aussi, qui lui a coûté un long exil. Le nom de C. Detrez est lié aux combats révolutionnaires dans le Brésil des années 1960 et ce n'est que l'été dernier, à la faveur d'une récente amnistie, qu'il a pu reparcourir à loisir la terre aimée sur les traces de son passé de militant. Livre de souvenirs, livre de réflexion politique, *Les noms de la tribu* est aussi le récit de ce voyage, de Sao Paulo à Bahia, en passant par Rio — en y paressant.

C. Detrez fut le premier porte-parole en France des théories du leader brésilien Carlos Marighela sur la guérilla urbaine. Expulsé du Brésil en 1967, c'est clandestinement qu'il put recueillir en 1969, à quelques semaines de l'exécution de Marighela par la police de Sao Paulo, le dernier manifeste du révolutionnaire, avant de le diffuser en Occident (*Pour la libération du Brésil*, Seuil, 1970).

On frémit toutefois de lire entre les lignes de son dernier livre l'aveu qu'il n'a sans doute été, en 1967 comme en 1969, que le jouet involontaire d'une police trop heureuse de suivre à la trace un journaliste si voyant et si bien introduit. On frémit surtout d'apprendre que ça ne lui fait pas plus d'effet que ça : Marighela n'avait qu'à mieux se déguiser : « *Il est affublé d'une perruque disgracieuse, exagérément noire pour un quinquagénaire. Censée le dissimuler, cette coiffure attire plus l'attention qu'elle ne la détourne.* » Et voici pour l'éloge funèbre : « *Au prix de sa vie, Marighela aura nettoyé le terrain de toute illusion militariste. Avec d'autres suppliciés, il aura démontré* a contrario *que le combat* politique *passe d'abord par le recours à des moyens* politiques. *C'est une évidence qu'au Brésil beaucoup de révolutionnaires avaient oubliée.* »

Quant aux retombées européennes des théories dont il s'est fait naguère le héraut, Detrez s'en lave les mains : « *Aujourd'hui, je sais que cet ouvrage* (le Manuel pratique du guérillero urbain, *contenu dans* Pour la libération du Brésil) *a servi, en Allemagne, à la bande à Baader et, en Italie, aux Brigades rouges. Je le déplore mais ne me sens coupable de rien. Les terroristes d'Europe ont fait main basse sur un manuel destiné à combattre non pas un régime démocratique mais une dictature. Ils ont détourné les instructions écrites de leur but.* »

Mais alors pourquoi reproduire en annexe la célèbre interview de Marighela de 1969, véritable manifeste de la guérilla généralisée sur le modèle de la guérilla urbaine ! Et ce, au moment même où, non seulement, on désavoue les méthodes de Marighela mais où, déniant l'existence de toute trace de dictature dans le Brésil d'aujourd'hui, bye bye révolution, on hésite réveusement entre un socialisme libertaire et la littérature ? » *Saisir le présent déjà me semble risqué. Le mieux, serait d'écrire un roman.* »

A vrai dire, au-delà de l'effroi rétrospectif que provoque l'inconscience politique de son auteur, si *Les noms de la tribu* se laisse lire, c'est pour le roman qu'il promet, pour les bouffées de sensualité d'un récit de voyage plein d'odeurs et de saveurs. Dommage qu'y flottent aussi quelques relents de sacristie. Un séminariste honteux sommeille dans le guérillero défroqué.

**Jean-Michel GARDAIR**

*Les noms de la tribu*, de Conrad Detrez, éd. du Seuil, 160 pages.

EN POCHE

*«Le Vagabond solitaire» par Jack Kerouac*

Foin du sacro-saint progrès. Avec pour ultime projet de « *vivre en ermite dans les bois* », Jack Kérouac, issu d'une famille bourgeoise du Massachussets, décide, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de prendre la route. Pour découvrir ce chiffre de l'homme, le monde, il exercera tous les métiers. Vouant aux gémonies les *hippies-ippies* qui l'érigeront en mythe, précurseur aveugle de Mai 68, il propose seulement, dans *le Vagabond solitaire*, un récit au jour le jour des voyages qui l'ont conduit des Etats-Unis au Mexique, du Maroc à Paris ou à Londres. Autant d'étapes d'une exploration intérieure qui prend corps dans l'écriture. Chant d'amour et cri de rage contre toutes les formes de domination, ces textes, au-delà de leur égocentrisme, ne gardent-ils pas, dix ans après la mort de l'« *ange fou* », valeur d'exemplarité ?

**Nadine SAUTEL**

## Mardi 3 mars

**20 h 00 — Journal.**

**20 h 35 — Le rendez-vous du 3e millénaire.**
« Un futur sur mesure » : deuxième émission d'une série de quatre documentaires proposés et réalisés par Claude de Givray. Parmi les participants : Françoise Giroud et Hugues de Jouvenel.
*Les gouvernements et les 'uturologues préparent — dit-on — notre avenir.*
*Illustré d'exemples concrets d'organisation communautaire (une maison de disques classiques installée en Haute-Provence), voici l'image d'un futur sur mesure, où le temps se partage entre le travail et des activités pour développer le corps et l'esprit. C'est pour quand ?*

**22 h 30 — Questionnaire.**
Jean-Louis Servan-Schreiber reçoit Jean-Marie Domenach, ancien directeur de la revue *Esprit,* écrivain, témoin exemplaire de son temps.

**23 h 30 — Journal.**

**20 h 00 — Journal de l'A2.**

**20 h 40 — Dossiers de l'écran : Monsieur papa.**
Film de Philippe Monier (1977). D'après le roman de Patrick Cauvin. Avec Claude Brasseur, Nathalie Baye, Nicolas, Catherine Lachens.
*Séparé de sa femme, un homme est amené à s'occuper seul de son fils.*
*Film divertissant qui aborde sans prétention les problèmes du « père célibataire ».*
Débat : les pères qui élèvent seuls leurs enfants. Participants : Daniel Goldenberg, auteur du feuilleton et roman *Papa Poule* ; Gérard Guégan, journaliste aux *Nouvelles littéraires* ; le docteur This, analyste ; Geneviève de Perceval, psychologue ; le docteur Bébé, pédiatre (ouaf ! ouaf !).

**23 h 30 — Journal de l'A2.**

**20 h 00 — Les jeux de 20 heures.** Ce soir, à Saint-Dié.

**20 h 30 — Les caprices de Marie.**
Film de Philippe de Broca (1970). Scén. Daniel Boulanger et Philippe de Broca. Avec Philippe Noiret, Valentina Cortese, Marthe Keller, Jean-Pierre Marielle.
*Séduite par un riche Américain, une jeune Française finit par lui préférer l'instituteur de son village.*
*Une œuvre originale et drôle au ton doux amer et à la critique sociale sous-jacente.*

**22 h 00 — Soir 3.**

## Mercredi 4 mars

**12 h 05 — Réponse à tout.**

**12 h 25 — Une minute pour les femmes.**

**12 h 30 — Midi-Première.**

**13 h 00 — Journal.**

**13 h 35 — Portes ouvertes.**
Marie-Germaine, Patrick et tous les autres : un reportage sur les gens de petite taille ; pourquoi mesurent-ils moins d'un mètre vingt ? Les handicapés vont au cinéma.

**13 h 55 — Les visiteurs du mercredi.**
Emission de Christophe Izard, présentée par Soizic, Sibor et Bora.
**14 h 00 Spécial 6-10 ans :** les piranhas, avec Jacques Trémolin ; la trousse de secours ; Heidi, dessin animé. **14 h 45 Matt et Jenny :** feuilleton avec Derrick Jones et Megan Follows. *Nos deux héros sont peut-être sur la piste de l'oncle Tanner.* **15 h 10 Spécial 10-15 ans :** dossier B.D. contre D.A. **15 h 40 Déclic :** les poids ; un exploit, une technique : championnat du monde de handball à Saint-Ouen ; gens du voyage : le cirque Moralès ; l'envie de lire, avec Claude Gendrot. **16 h 30 Les infos,** avec Claude Pierrard. **16 h 40 La superparade des dessins animés. 17 h 25 Studio 3,** émission de Dominique Richard, présentée par François Diwo ; avec Stray Cats, Look, Visage et Garland Jeffreys.

**18 h 00 — Automag.**
Transports scolaires : deux millions de kilomètres par jour.

**18 h 20 — Un, rue Sésame.** Peinture libre.

**18 h 50 — Avis de recherche.** Avec Arthur Conte.

**19 h 10 — Tirage de la Loterie nationale.**

**19 h 20 — Actualités régionales.**

**19 h 44 — Les paris de TF1.** Avec Plastic Bertrand.

**19 h 53 — Tirage du Loto.**

**20 h 00 — Journal.**

**20 h 30 — Le calvaire d'un jeune homme impeccable.** Téléfilm. Scén. Jean Chatenet, réal. Victor Vicas. Avec Daniel Auteuil, André Gille, Michel Vitold, Béate Kopp, Pierre Bertin.
*Guillaume, garçon coiffeur timide et consciencieux, semble fait pour mener une vie tranquille. Hélas ! ses deux « pères adoptifs » l'entraînent dans le vol d'un tableau de maître inestimable !* (Voir encadré).

**22 h 00 — La rage de lire.**
Emission littéraire de Georges Suffert.
La justice entravée : avec Alain Peyrefitte pour « les Chevaux du lac Ladoga » (Plon) ; Casamayor pour « A vous de juger » (Denoël) ; Thierry Lévy pour « le Désir de punir » (Fayard) ; François Romério, directeur de l'association Légitime défense.

**23 h 10 — Journal.**



**Daniel Auteuil et Pierre Bertin dans *« le Calvaire d'un jeune homme impeccable ».*** (Photo Interpress)

# Le calvaire d'un jeune homme impeccable

Quel malheur de ne pas avoir de sous lorsqu'on est ambitieux. Si l'argent est le nerf de la guerre, il est souvent aussi la clef du succès.

A partir de ce raisonnement simple — voire simpliste —, deux amis à la bourse plate (l'un turfiste amateur, l'autre peintre grec et spécialiste en copie) décident de guider leur protégé sur les voies périlleuses de la réussite. Ce protégé, c'est Guillaume, le jeune homme impeccable. Garçon coiffeur sans passion, sinon platonique (la voiture), et qui n'a qu'un regret : rouler dans une 2 CV héroïque. Mais voilà qu'il se lie à un vieux monsieur, célibataire et fort riche, propriétaire d'un Gréco — s'il vous plaît ! et gardé par une gouvernante wagnérienne. Qu'il se lance à la conquête des trois — par le vol, le mensonge, l'hypocrisie —, et sa fortune est faite ! Mais n'est pas Rastignac qui veut. Le calvaire peut commencer.

Traitée avec humour et légèreté, cette comédie tendre et amère possède tous les charmes du cinéma de qualité. Suspense, coups de théâtre savamment ménagés (ne manquez surtout pas la chute), un zeste de loufoquerie et beaucoup de générosité. Avec, en prime, la présence de comédiens hors pair, savoureusement dirigés : Michel Vitold et André Gilles, associés en ringards réunis, mentors de banlieue, à la balourdise d'une chaude humanité ; Daniel Auteuil, plus fragile, plus touchant, plus lunaire que jamais, avec ses airs de jeune homme impeccable attardé. Et, surtout, Pierre Bertin, vieillard philosophe et malicieux comme il n'en existe plus. Rien qu'à son apparition, l'œil jubile. Il en fait des tonnes. On le sent en verve. Pour peu, on en redemanderait... Que Victor Vicas (le réalisateur) et Jean Chatenet (qui signe scénario et dialogue), en soient remerciés.

Voilà en perspective une bienheureuse soirée. Même si derrière la fable pointe une réflexion désabusée sur la stupidité des destinées. Mais chut !... Il ne faut rien dévoiler.

**D. M.**

*TF1, mercredi 4 mars, 20 h 30.*

**10 h 30 — Antiope.**

**12 h 05 — Passez donc me voir.**

**12 h 30 — Les amours des années folles.**

**12 h 45 — Journal de l'A2.**

**13 h 35 — Télévision régionale.**

**13 h 50 — Face à vous.**

**14 h 00 — Les mercredis d'aujourd'hui madame.** Avec Odette Joyeux.

**15 h 00 — Bonanza.** Série.

**16 h 10 — Récré A2.**
Zabou et Jacky nous proposent aujourd'hui :
*Pour les minimes :* les Paladins de France ; Félix le chat, dessin animé ; Discorébus : Isabelle Aubret.
*Pour les cadets :* Maraboud'ficelle ; Casper et ses amis, dessin animé ; Zeltron ; Candy, dessin animé.
*Pour les juniors :* les blancs jouent et gagnent ; Boule et Bill ; les échecs ; Casper et ses amis, dessin animé ; variétés, avec Roger Mason.

**18 h 10 — English spoken.** Follow me : Who's that.

**18 h 30 — C'est la vie.**

**18 h 50 — Des chiffres et des lettres.**

**19 h 20 — Actualités régionales.**

**19 h 45 — Top-club.**

**20 h 00 — Journal de l'A2.**

**20 h 30 — Gospel Caravan.** Une église à Harlem.
Variétés avec Marion Williams, Geoffroy Oryema et Congregation, Anita, Ramona, Lucile (trio), Peggy Harley et Sallie Martin.

**22 h 15 — Les jours de notre vie.** Des parasites et des hommes. Magazine médical sur les maladies parasitaires.

**23 h 00 — Journal de l'A2.**

**20 h 00 — Les jeux de 20 heures.** Ce soir, à Saint-Dié.

**20 h 30 — Du rififi chez les hommes.**
Film de Jules Dassin (1955). D'après le roman d'Auguste Le Breton. Avec Jean Servais, Robert Manuel, Robert Hossein, Magali Noël.
*Le cambriolage d'une bijouterie provoque une série de règlements de comptes entre gens du milieu.*
*L'une des meilleures séries noires « à la française » avec code d'honneur et morceaux de bravoure « à gogo ».*

**22 h 25 — Soir 3.**

## SELECTION RADIO

### Mardi 3 mars

**FRANCE-MUSIQUE**

**20 h 30 — Nouvel Orchestre philharmonique,** en direct de Radio-France. Dir. Emmanuel Krivine. Au programme : la Symphonie en si bémol majeur n° 51 de Haydn ; le Concerto pour piano n° 24 en do mineur K.491 de Mozart ; la Symphonie Jupiter en do majeur K.551 de Mozart.

**FRANCE-CULTURE**

**20 h 00 — Dialogues : perspectives d'une économie mondiale,** avec Jacques Attali, conseiller auprès de François Mitterrand pour les questions économiques et auteur des « Trois Mondes, ou pour une théorie de l'après-crise » (Fayard), et Christian Stoffaës, chef du Centre d'études et de prévision au ministère de l'Industrie, et auteur de « Nationalisations » (Flammarion) et de « la Grande Menace industrielle » (Calmann-Lévy et Livre de Poche).

**EUROPE 1**

**23 h 00 — Barbier de nuit :** le rire gras de Bernard Fresson, à propos de la pièce « la Culotte d'une jeune femme pauvre ».

### Mercredi 4 mars

**FRANCE-MUSIQUE**

**23 h 00 — Mémoires de la musique,** de Claude Hermann et Charles Pitt, avec des extraits de Bizet, Humperdinck, Stravinski, Haendel, Mozart, Vaughan-Williams. Pour les cinquante ans du Sadler's Wells, théâtre londonien qui se consacre depuis 1931 aux œuvres célèbres du répertoire, anciennes ou contemporaines.

**FRANCE-CULTURE**

**12 h 45 — Panorama :** première émission spéciale sur l'Inde à l'occasion du Festival du cinéma de New Delhi.

**20 h 00 — La musique et les hommes.** David Rissin, de l'Institut national de l'audiovisuel, parle de l'humour et du comique dans les œuvres d'Offenbach.

Combat
SOCIALISTE

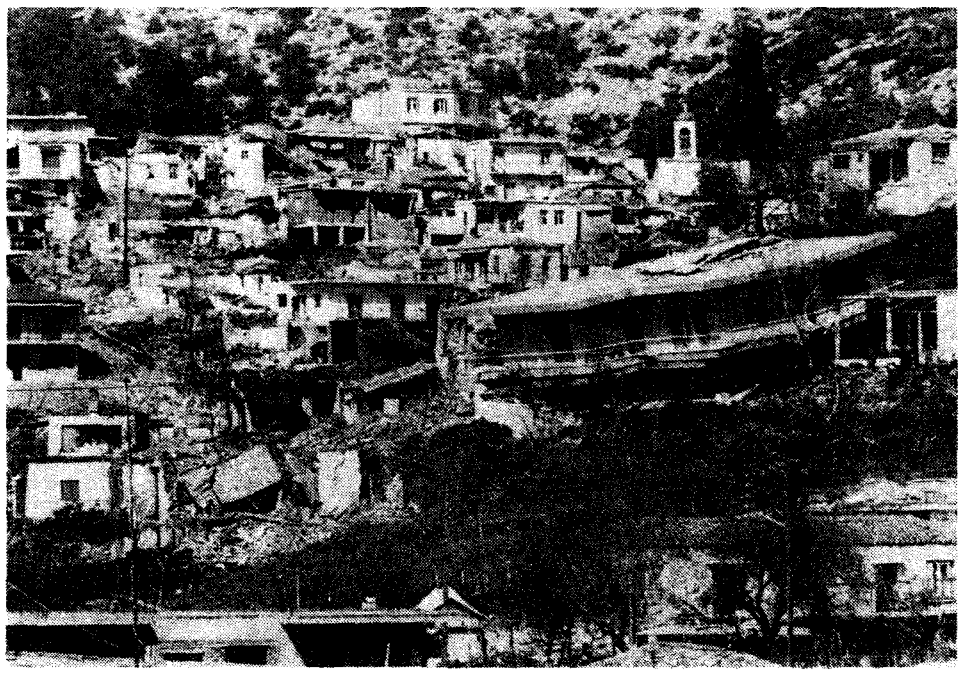
Nouveau tremblement de terre en Grèce

# Le Parthénon encore menacé

UNE nouvelle secousse tellurique, d'une amplitude de 4,6 degrés sur l'échelle de Richter, qui en compte 9, a été enregistrée en Grèce par l'Institut sismologique de Salonique. Son épicentre se situait en effet à quelques kilomètres au nord-est de cette ville. Quelques heures plus tôt, un autre séisme, d'une envergure presque égale, de 4,5 degrés, avait été enregistré par l'Observatoire d'Athènes.

Depuis dimanche, le pays est ainsi bouleversé par une succession de petits tremblements de terre, (au rythme d'une quarantaine par 24 heures) dont l'intensité varie de 3 à 4,6 sur l'échelle de mesure. Ces secousses n'ont fait pour l'instant aucune victime mais tous les Grecs se souviennent du séisme qui avait ravagé la région de Salonique au cours de l'été 1978 et avait provoqué la mort de 50 personnes.

Le 24 février, déjà, l'Acropole avait tremblé sur ses bases à la suite du tremblement de terre qui avait touché Athènes et dont l'épicentre se trouvait dans le golfe de Corinthe. Des fragments de marbre antiques se sont brisés et certains tambours de colonne se sont déplacés de plusieurs millimètres. Selon le responsable des travaux de restauration du temple grec de la capitale, celui-ci n'a été sauvé de la catastrophe que grâce à l'énormité de la masse rocheuse sur laquelle il a été bâti.



**Déjà le 24 février...** (Photo SYPA)

Fausse piste en Belgique sur les évadés de Fleury-Mérogis

# Ce n'était pas Dupré

SUR la foi des déclarations d'un gendarme belge, la police a cru un moment avoir retrouvé la trace de Gérard Dupré et de Daniel Beaumont, qui s'étaient échappé en hélicoptère vendredi de Fleury-Mérogis.

Les passagers d'une Renault 16 bleue immatriculée en France avaient en effet tiré des coups de feu, lundi matin, sur les forces de l'ordre qui opéraient un contrôle de routine à Estampuis, près de la frontière française, en Belgique.

Alors qu'ils procédaient à la fouille du véhicule et demandaient à un des passagers d'ouvrir une valise, un des gendarmes a été grièvement blessé par un passager qui s'est emparé d'une mitraillette. Un second gendarme était atteint sans gravité tandis que, pour protéger la fuite, un troisième était emmené en otage par les malfaiteurs et relâché quelques kilomètres plus loin.

Le gendarme témoin a cru reconnaître Gérard Dupré parmi les agresseurs : son portrait avait été largement diffusé aux postes frontière.

Le parquet de Tournai, chargé de l'enquête, a dû rapidement publier un démenti : il semble que l'un des hommes soit un repris de justice de Roubaix et que la Renault 16 ne corresponde pas à celle utilisée par les évadés de Fleury. Les fuyards, eux, courent toujours.

## Taux d'intérêt : la hausse gagne la France

La Banque nationale de Paris (BNP) et le Crédit lyonnais ont décidé, mardi 3 mars, d'augmenter le taux de base de leurs crédits de 12,25 % à 13 %.

Les deux établissements nationalisés s'alignent ainsi sur la hausse amorcée en fin de semaine dernière par plusieurs banques privées françaises, notamment le groupe Crédit industriel et commercial et Paribas.

Ce relèvement est dû à l'*« évolution récente des taux sur le marché monétaire »*.

## Déficit record de la balance des paiements français

L'excédent des échanges de services entre la France et l'étranger (+ 35,85 milliards de francs) n'a pas permis de limiter le déficit de la balance française des paiements qui a enregistré, en 1980, un déficit record de 31,1 milliards. En 1979, elle avait enregistré un excédent de 6,2 milliards.

## Le footballeur kidnappé

Une somme de 350 millions de pesetas (environ 20 millions de francs) est exigée en échange de la libération du footballeur du club Barcelona CF, Enrique Castro « Quini », enlevé dimanche soir, indique un communiqué signé du sigle PRE.

Le communiqué affirme : *« Quini » se trouve retenu par nos militants du PRE. Nous avons décidé de demander une rançon de 350 millions de peseras au club Barcelona CF. Elle doit être versée dans un délai de 48 heures par le président et les dirigeants du club. La vie de Enrique Castro « Quini » est en jeu. »*

## La mort de Louis Vallon

Louis Vallon, ancien de la France libre, ancien membre du Parti socialiste — dont il anima l'hebdomadaire *la Vie socialiste*, en 1929 —, gaulliste de la première heure, puis député gaulliste de gauche, finalement exclu de l'UDR, est mort à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Non conformiste, intransigeant, celui qui restera le grand défenseur de la participation était apprécié pour son intelligence et son travail.

• **François Mitterrand** a déclaré lundi à Carcassonne (Aude) : *« l'élection de Valéry Giscard d'Estaing voudrait dire trois millions de chômeurs, et les Français n'en voudront pas »*.

DERNIÈRE HEURE

## Mitterrand en RDA jeudi

François Mitterrand se rendra jeudi en République démocratique allemande (RDA), dans la région de Rudolstadt où se situait le camp de prisonniers dont il s'est évadé pendant la dernière guerre. Le candidat socialiste à l'élection présidentielle devrait refaire le parcours qu'il avait suivi lors de son évasion en 1942.

De son côté, le quotidien ouest-allemand *Sueddeutsche Zeitung* annonce que Mitterrand rencontrera jeudi, en RDA, Willy Brandt, président du Parti social-démocrate (SPD) de République fédérale.

Cette rencontre est confirmée par le SPD à Bonn, bien qu'aucune date ne soit avancée et que l'on se refuse a dire si des entretiens sont prévus avec les responsables est-allemands.

## Maïté Jourdan, présidente du Comité national de soutien à François Mitterrand

Le service de presse du candidat socialiste à l'élection présidentielle indique que la présidence du Comité national de soutien à François Mitterrand a été confiée à une femme au chômage : Maïté Jourdan. C'est François Mitterrand qui lui a demandé personnellement de bien vouloir assurer cette présidence. Maïté Jourdan, quarante-sept ans, est tailleuse-coupeuse, mère de deux enfants, et membre du comité des chômeuses de Pau.

Une première liste des membres du Comité national de soutien sera publiée d'ici peu.

## Distribution du courrier perturbée

Les syndicats CFDT et FO appellent les postiers du centre de tri de Paris-Brune à cesser le travail pour une durée indéterminée à partir du mercredi 4 mars à 20 heures.

Les revendications portent sur l'amélioration des conditions de travail. Les syndicats s'élèvent également *« contre tout démantèlement du centre et toute suppression des postes de travail »*.

La CGT ayant déposé, elle aussi, un préavis de 24 heures pour les mêmes revendications et à la même date, les perturbations risquent d'être nombreuses dans l'acheminement du courrier.

## Football sur A2

Changement de programme en dernière minute : mercredi à 20 h 30, la retransmission en direct du match comptant pour la coupe de l'UEFA, Saint-Etienne - Ipswich, remplacera l'émission de variétés « Gospel Caravan », initialement annoncée. Qu'on se le dise !

## Mégotage sur les cigarettes

Loi anti-tabac oblige. Les affiches placardées dans le métro parisien, pour la publicité du film *Une sale affaire*, ont été frappées d'un carré noir dissimulant le cigare que brandit l'acteur Victor Lanoux. Depuis 1976, la loi anti-tabac stipule qu'aucune publicité pour le tabac ne doit apparaître sur les affiches, même sous la forme d'une pipe, d'une cigarette, d'un cendrier ou d'un briquet. La société Métrobus, qui assure la régie des panneaux d'affichage de la RATP, rappelle que de tels incidents sont fréquents. Déjà, lors de la sortie du film *Flic ou voyou*, le cigare arboré sur l'affiche par Jean-Paul Belmondo avait dû être maquillé avec une pastille ocre qui donnait au comédien l'air de sucer un bâton de réglisse...

# Faites ce geste pour la victoire

**Vous le savez, le PS n'a pas les moyens de Giscard. Alors, pour gagner, le PS a besoin de vous. Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement, le bon qui figure ci-dessous.**

**Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire, peut avoir une influence décisive sur l'issue de notre combat.**
**Le Parti socialiste compte sur vous.**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

**Pour mes idées,
pour que la presse socialiste vive**

## JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

- ☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
- ☐ Un an : 550 F
- ☐ 6 mois : 300 F
- ☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
- ☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

**ABONNEMENT COUPLÉ :**
**« *COMBAT SOCIALISTE* », 5 jours**
**« *L'UNITÉ* », hebdomadaire, le 6e jour**

- ☐ Un an : 650 F
- ☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....